



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 35 du 31 août 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} septembre 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	912
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	912
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	912
Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010-255 en date du 29 juillet 2010 portant nomination des membres du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la Meurthe et Moselle	912
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	913
CABINET DU PREFET	913
Service interministériel de défense et de protection civile	913
Extrait de l'arrêté n° 109/2010/SIDPC du 19 août 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de FROUARD	913
Extrait de l'arrêté n° 110/2010/SIDPC du 19 août 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de JEANDELIZE	913
Extrait de l'arrêté n° 111/2010/SIDPC du 19 août 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de LIVERDUN	913
Extrait de l'arrêté n° 112/2010/SIDPC du 19 août 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de PONT-A-MOUSSON	913
Extrait de l'arrêté n° 113/2010/SIDPC du 19 août 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs	913
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	914
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales	914
Extrait de l'arrêté du 26 août 2010 autorisant la création d'une régie d'Etat auprès de la police municipale de la commune d'HERSERANGE	914
Extrait de l'arrêté du 26 août 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de la commune d'HERSERANGE	914
Extrait de l'arrêté du 26 août 2010 autorisant la nomination d'un régisseur suppléant de la régie d'Etat auprès de la police municipale de la commune de LONGUYON	914
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS	915
Bureau de l'interministérialité	915
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle	915
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la chancellerie des universités de l'académie de Nancy-Metz	915
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et l'université Nancy 2	915
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Est	915
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Est	915
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le service à compétence nationale impôts services (SCNIS)	916
Extrait de l'arrêté du 23 août 2010 portant composition de la commission de transition vers la télévision numérique	916
Arrêté n° 10.OSD.09 du 26 août 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, responsable du pôle pilotage et ressources de la DDFIP de Meurthe-et-Moselle	916
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	917
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	917
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	917
Cellule habitat santé	917
Extrait de l'arrêté n° 633/2010/ARS/DT54 du 17 juin 2010 portant déclaration d'insalubrité irrémédiable des deux corps de bâtiment sis 7, rue des écoles à BAYON (54290)	917
Extrait de l'arrêté n° 711/2010/ARS/DT54 du 16 juillet 2010 portant déclaration d'insalubrité rémissible la maison d'habitation sise 61, rue Edouard Dreux à VALLEROY (54910)	918
Cellule personnes handicapées	918
Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH N° 2010-207 du 12 août 2010 autorisant la modification de l'âge minimum d'admission de 8 à 4 ans des enfants accueillis par le Centre d'Education Motrice de Flavigny sur Moselle géré par l'Office d'Hygiène sociale de Meurthe et Moselle	918
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	919
DELEGATION TERRITORIALE DES VOSGES	919
Service animation territoriale	919
Extrait de l'arrêté ARS/DT 88 n° 106/2010 du 12 août 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 à la Polyclinique La Ligne Bleue à Epinal - N° FINISS : 88 0788591	919
Extrait de l'arrêté ARS/DT 88 n° 107/2010 du 19 août 2010 annulant et remplaçant l'arrêté ARS/DT 88 n° 106/2010 du 12 août 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 à la Polyclinique La Ligne Bleue à Epinal - N° FINISS : 88 0788591	919
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE	920
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	920
Section centrale relations travail (S.C.R.T.)	920
Extrait de l'arrêté du 23 août 2010 relatif à la liste des conseillers du salarié	920
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	923
Service environnement, eau et biodiversité	923
Extrait de l'arrêté n° B54-2010-002 du 20 août 2010 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques	923
Extrait de l'arrêté n° B54-2010-003 du 23 août 2010 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques	924
Service habitat / Anah	924
Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Arrêté n° 2010/DDT/HAB/03 du 15 mars 2010 portant renouvellement de la Commission locale d'amélioration de l'habitat de Meurthe-et-Moselle (hors délégataires)	924
Délégation de Meurthe-et-Moselle - Décision n° 2010/DDT/HAB/04 du 15 mars 2010 de nomination du délégué adjoint et de délégation de signature du délégué de l'Agence à plusieurs de ses collaborateurs	925
Délégation de Meurthe-et-Moselle - Décision n° 2010/DDT/HAB/05 du 16 mars 2010 de subdélégation de signature du délégué adjoint de l'Agence à plusieurs de ses collaborateurs	926
Délégation de Meurthe-et-Moselle - Règlement intérieur adopté par la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du département de Meurthe-et-Moselle (hors délégataires) le 25 mars 2010	927
Délégation de Meurthe-et-Moselle - Décision n° 2010/DDT/HAB/11 du 12 août 2010 portant approbation du programme d'actions 2010 de l'Anah en Meurthe-et-Moselle (hors territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey)	929
Délégation locale de Meurthe-et-Moselle - Programme d'actions 2010 de l'Anah en Meurthe-et-Moselle (hors territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataires des aides à la pierre) adopté à la commission locale d'amélioration de l'habitat lors de sa séance du 25 mars 2010 et complété le 07 mai 2010	929
Service transports, sécurité	935

Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/021 du 5 août 2010 portant autorisation de portée locale relatif à la circulation des véhicules à 44 tonnes pour les récoltes agricoles 2010.....	935
SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	936
Direction	936
Décision AHME n° 2010-01 en date du 9 juin 2010 portant application de la modification du règlement de police pour la navigation de la Moselle, adoptée le 05 juin 2009 par la Commission de la Moselle.....	936
INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	938
Extrait de l'arrêté du 7 juillet 2010 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle	938
AVIS ET COMMUNICATIONS	939
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	939
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	939
Service transports, sécurité.....	939
Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à HEILLECOURT	939
Service aménagement durable, urbanisme, risques	939
Avis de parution de l'arrêté n° 16889 du 24 août 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de CONS LA GRANDVILLE	939
Avis de parution de l'arrêté n° 36314 du 24 août 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de COLOMBEY LES BELLES.....	939
Avis de parution de l'arrêté n° 36855 du 24 août 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY	939
Avis de parution de l'arrêté n° 40774 du 24 août 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SELAINCOURT.....	939
Avis de parution de l'arrêté n° 42440 du 23 août 2010 autorisant OPI-BE à exécuter des travaux sur la commune de BATILLY	939
AUTRES SERVICES.....	939
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY	939
Avis de concours externe sur titres du 4 août 2010 en vue du recrutement d'un infirmier cadre de santé	939
Avis de concours interne sur titres du 4 août 2010 en vue du recrutement de quatre infirmiers cadres de santé	940
CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY.....	940
Avis de concours interne sur titres du 29 juillet 2010 pour le recrutement d'un diététicien cadre de santé	940
Avis de concours interne sur titres du 29 juillet 2010 pour le recrutement d'un infirmier cadre de santé.....	940
CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL	940
Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 12 août 2010 pour le recrutement de deux cadres de santé	940
Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 12 août 2010 pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie hospitalière.....	941

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010-255 en date du 29 juillet 2010 portant nomination des membres du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la Meurthe et Moselle

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de la Meurthe et Moselle pour le mandat en cours à échéance le 14 octobre 2011 :

En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

- La Confédération Générale du Travail (CGT) :

- . Titulaires : M. Eskill ADENOT
Mme Françoise SEIROLLE
- . Suppléants : M. Abder Rahim FAIQ
Mme Yolande GASPARINI

- La Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT- FO) :

- . Titulaires : Mme Monique BOGE
M. Jean-Claude CHARPENTIER
- . Suppléants : M. Patrice LECLERE
Mme Fadila MEHDID

- La Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) :

- . Titulaires : M. Patrick DELICOURT
Mme Anne-Marie MAUSS
- . Suppléantes : Mme Isabelle ABDELMOULA
Mme Michèle PONCIONI

- La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) :

- . Titulaire : M. Christian BIRON
- . Suppléante : Mme Caroline TYKOCZINSKI

- La Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC) :

- . Titulaire : M. Jean-Noël DUCHÊNE
- . Suppléant : Mme Anne-Marie HAUUY

En tant que représentants des employeurs sur désignation de :

- Le Mouvement Des Entreprises de France (MEDEF) :

- . Titulaires : M. Philippe BALLAY
Mme Marie-Odile GERARDIN
M. Paul MANGIN
- . Suppléants : Mme Fanny FELLER-NORIS
Mme Delphine MANZANO
M. Grégoire MERMET

- La Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) :

- . Titulaire : Mme Véronique SCIDA
- . Suppléant : M. Alex MÜLLER

- L'Union Professionnelle Artisanale (UPA) :

- . Titulaire : Mme Michèle JACQUEMIN
- . Suppléant : M. Claudius HAMARD

En tant que représentants des travailleurs indépendants sur désignation de :

- La Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) :

- . Titulaire : M. Stéphane HEIT
- . Suppléante : Mme Catherine BOUILLON

- L'Union Professionnelle Artisanale (UPA) :

- . Titulaire : Mme Ginette CASPAR
- . Suppléante : Mme Nathalie FUND

En tant que représentants des associations familiales, sur désignation de l'Union départementale des associations familiales de la circonscription de la caisse (ou de l'union nationale des associations familiales) :

- . Titulaires : Mme Michèle CHALON
Mme Patricia MALGRAS
Mme Annie OLIVIER
M. Emmanuel VIEL
- . Suppléants : Mme Christine LIGNIER
M. André LOUP
M. François VERDIER
Mme Annick VOIRIN

En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de la région Lorraine :

Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE, Mme Brigitte HENNEQUIN-MORLOT, M. Jean-Paul LACRESSE, Mme Monique VASSEUR

Article 2 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté S.G.A.R. n° 2010-101 du 24 mars 2010 portant nomination de membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de la Meurthe et Moselle.

Article 3 : La Secrétaire générale pour les affaires régionales et le Préfet du département de la Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Le préfet de la région Lorraine,
Pour le préfet de la région Lorraine,
Le secrétaire général des affaires régionales,
Chantal CASTELNOT

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

*Service interministériel de défense et de protection civile***Extrait de l'arrêté n° 109/2010/SIDPC du 19 août 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de FROUARD**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°51 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de FROUARD.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de FROUARD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 19 août 2010

Pour Le préfet et par délégation,
Le directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 110/2010/SIDPC du 19 août 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de JEANDELIZE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°68 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de JEANDELIZE.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet de l'arrondissement de Briey, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de JEANDELIZE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 19 août 2010

Pour Le préfet et par délégation,
Le directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 111/2010/SIDPC du 19 août 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de LIVERDUN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°79 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de LIVERDUN.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet de l'arrondissement de Toul, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de LIVERDUN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 19 août 2010

Pour Le préfet et par délégation,
Le directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 112/2010/SIDPC du 19 août 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°109 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de PONT-A-MOUSSON.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de PONT-A-MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 19 août 2010

Pour Le préfet et par délégation,
Le directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté n° 113/2010/SIDPC du 19 août 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'annexe jointe à l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est modifiée et annexée au présent arrêté.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée au maire des communes intéressées.

Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée, sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Il est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 3 : Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets de l'arrondissement de Briey et Toul, les chefs de service régionaux et départementaux et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy, le 19 août 2010

Pour Le préfet et par délégation,
Le directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales

Extrait de l'arrêté du 26 août 2010 autorisant la création d'une régie d'Etat auprès de la police municipale de la commune d'HERSERANGE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Une régie de recettes de l'Etat est créée auprès de la police municipale de Herserange pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police de la circulation routière, en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités locales et le produit des consignations prévu par l'article L 121-4 du code de la route.

Article 2 : Le régisseur titulaire, responsable de la police municipale, peut être assisté dans ses fonctions par des agents de police municipale ou autres agents désignés comme suppléant ou mandataire.

Article 3 : Le régisseur titulaire encaisse et verse les fonds à la trésorerie de Longwy.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le maire de la commune d'Herserange et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié aux régisseurs concernés par le maire de la commune d'Herserange. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 août 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 août 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de la commune d'HERSERANGE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : M. William MARCHAL, brigadier, chef de la police municipale de LONGWY, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées, sur le territoire de la commune d'HERSERANGE par la police municipale de LONGWY, en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route,

Article 2 : Le régisseur est soumis à l'obligation de cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

Article 3 : M. William MARCHAL encaisse et verse les fonds à la trésorerie de LONGWY.

Article 4 : M. CUTER Stéphane, rédacteur à la mairie d'HERSERANGE est nommé en qualité de régisseur suppléant de M. William MARCHAL.

Article 5 : Le régisseur suppléant n'est pas habilité à dresser procès-verbal compte tenu de sa fonction administrative au sein de la commune.

Article 6 : Les autres policiers municipaux sont désignés mandataires.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, le maire d'HERSERANGE, et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux régisseurs concernés par le maire de la commune d'HERSERANGE. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 août 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 août 2010 autorisant la nomination d'un régisseur suppléant de la régie d'Etat auprès de la police municipale de la commune de LONGUYON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Mlle Murielle HAGEAUX, adjoint administratif est nommée en qualité de régisseur suppléant de la régie d'Etat de police municipale de Longuyon pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police municipale de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 2 : Le régisseur suppléant n'est pas habilité à dresser procès-verbal compte tenu de sa fonction administrative au sein de la commune.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Briey, le maire de Longuyon et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur suppléant par le maire de la commune de Longuyon et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 août 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS
Bureau de l'interministérialité

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle

Le 28 avril 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-037 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,
et

La DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS de MEURTHE ET MOSELLE, représentée par Madame La Directrice Départementale de la Protection des Populations, dont les bureaux sont à la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe et Moselle 50 rue des Ponts à NANCY, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur des locaux à usage de bureaux situés au 7^{ème} étage et un local technique situé au 2^{ème} sous-sol de l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat, sis à NANCY 2 rue Cyfflé, pour les besoins des missions de la DDPP.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'État entre l'administration chargée du domaine et la chancellerie des universités de l'académie de Nancy-Metz

Le 28 avril 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-060 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,
et

La CHANCELLERIE DES UNIVERSITÉS DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représentée par Monsieur Le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ, dont les bureaux sont à NANCY 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur la Salle d'Honneur des Universités appartenant à l'Etat sis à NANCY 13 place Carnot.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et l'université Nancy 2

Le 28 avril 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-061 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,
et

L'UNIVERSITÉ NANCY 2, représentée par Monsieur le Président de l'Université NANCY 2, dont le siège est situé à NANCY 91 avenue de la Libération, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur les locaux de la bibliothèque universitaire et de la faculté de droit sciences économiques et gestion sis à NANCY 11-13 Place Carnot.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'État entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Est

Le 25 août 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-08 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,
et

Monsieur le Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est dont les bureaux sont situés à la Direction Interrégionale Grand Est - Protection Judiciaire de la Jeunesse, 109 boulevard d'Haussonville à NANCY l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur des locaux à usage de bureaux de l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat situé à NANCY 25/29 boulevard Joffre, pour les besoins de la Direction Interdépartementale Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Est

Le 25 août 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-09 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,
et

Monsieur le Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est dont les bureaux sont situés à la Direction Interrégionale Grand Est - Protection Judiciaire de la Jeunesse, 109 boulevard d'Haussonville à NANCY l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur des locaux à usage de bureaux de l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat situé à NANCY 109 boulevard d'Haussonville, pour les besoins de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse Grand Est.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le service à compétence nationale impôts services (SCNIS)

Le 25 août 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-048 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

Le Service à Compétence Nationale Impôts Services (SCNIS), représentée par Monsieur le Directeur du SCN Impôts Service, dont les bureaux sont à PANTIN (Seine Saint Denis) 27 rue Delizy, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur des locaux situés au deuxième étage d'un ensemble immobilier en copropriété dénommé « Résidence Notre-Dame » situé à NANCY à l'angle des rues Saint-Thiébauld, Notre-Dame, et des Ponts pour les besoins des missions du CENTRE IMPÔTS SERVICE.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Extrait de l'arrêté du 23 août 2010 portant composition de la commission de transition vers la télévision numérique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Une commission de transition vers la télévision numérique est constituée dans le département de Meurthe et Moselle.

Article 2 : Présidée par le préfet, ou son représentant, sa composition est la suivante :

a) Trois représentants des services de l'État :

- M. le directeur régional des affaires culturelles, ou son représentant,
- M. le directeur départemental des territoires, ou son représentant,
- M. le directeur de la coordination interministérielle et des moyens, ou son représentant ;

b) Un représentant du Conseil supérieur de l'audiovisuel :

- M. Emmanuel ROSINA, attaché technique régional ;

c) Cinq représentants des collectivités territoriales :

- M. Michel CHARPENTIER, maire-adjoint de SEICHAMPS,
- M. André CORZANI, maire de JOEUF,
- M. Olivier ERDEM, conseiller municipal de TOUL,
- M. Jean-Marie UHLRICH, vice-président du conseil général,
- M. Noël GUERARD, conseiller général ;

d) Un représentant du groupement d'intérêt public France télé numérique :

- Mme Martine HURAUT, déléguée régionale du G.I.P. France télé numérique.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n° 2006-672 précité, cette commission peut, sur décision de son président, entendre toute personne extérieure dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 23 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Arrêté n° 10.OSD.09 du 26 août 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, responsable du pôle pilotage et ressources de la DDFIP de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

Vu le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

Vu la décision de M. le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;

Vu la décision du ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État en date du 05 mars 2010, d'affecter Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques, à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à compter du 31 mars 2010 ;

Vu le courrier du 13 janvier 2010 du chef du bureau des ressources humaines (RH1B) du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, affectant Monsieur Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources à la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.08 du 13 août 2010 accordant à Monsieur Xavier HUMBERT délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics ;
Sur proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

Article 1er : Il est ajouté à l'article 2 de l'arrêté susvisé : « Délégation de signature est également accordée à Monsieur Xavier HUMBERT à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre du programme des comptes de commerce 0907, assignées sur la caisse comptable spécialisée du Domaine ».

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental du trésor public de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et Mme la directrice de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 août 2010

Le préfet
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Cellule habitat santé

Extrait de l'arrêté n° 633/2010/ARS/DT54 du 17 juin 2010 portant déclaration d'insalubrité irrémédiable des deux corps de bâtiment sis 7, rue des écoles à BAYON (54290)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'état des bâtiments constitue un danger pour la santé des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), ainsi que pour celle des voisins, notamment aux motifs suivants :

- forte détérioration dans son ensemble, consécutive à l'accumulation de déchets et d'objets hétéroclites, et à l'absence totale d'entretien, ce qui n'a fait qu'accentuer le processus de détérioration ;
- installations sanitaires et de chauffage hors d'usage ;
- installation électrique non conforme et non sécurisée ;
- réseaux et branchements techniques dégradés ;
- absence d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine et en eau chaude ;
- humidité persistante (infiltration toiture notamment) ;
- une dégradation d'éléments structuraux (murs, escaliers, plafond/planchers, charpente...) dans les deux corps de bâtiment ;

CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est impossible de remédier à l'insalubrité de ces deux corps de bâtiment, compte tenu de l'importance des désordres affectant ces bâtiments, de la nature et de l'ampleur des travaux nécessaires à la résorption de l'insalubrité, dont l'évaluation est égale ou supérieure au coût de reconstruction des bâtiments.

AR R E T E

Article 1er : Les deux corps de bâtiment sis à BAYON, 7, rue des écoles - références cadastrales AA154 - propriété de M ROLIN Jean-Luc, domicilié à BAYON (54290) - 7 rue des écoles, sont déclarés insalubres irrémédiables.

Article 2 : Les logements ou locaux situés dans les bâtiments susvisés sont, en l'état, interdits définitivement à l'habitation et à toute utilisation, à compter du 1^{er} septembre 2010.

Article 3 : Dès le départ des occupants et leur relogement, le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu d'exécuter tous travaux nécessaires pour empêcher toute utilisation des locaux et interdire toute entrée dans les lieux (murage des portes et ouvrants).

A défaut, il y sera pourvu d'office par l'autorité administrative aux frais du propriétaire (mentionné à l'article 1).

Article 4 : Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de procéder à la démolition de l'immeuble situé en second corps de bâtiment dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Si le propriétaire mentionné à l'article 1 à son initiative, a réalisé des travaux permettant de rendre l'immeuble salubre, la mainlevée du présent arrêté d'insalubrité pourra être prononcée après constatation par les agents compétents de la sortie d'insalubrité de l'immeuble.

Le propriétaire tient à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

Article 6 : A défaut pour le propriétaire de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, il est passible des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 euros ».

Article 7 : Le fait de ne pas respecter cette interdiction d'habiter et le fait de remettre à disposition ces locaux vacants sont punis « d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 euros », conformément à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

Article 8 : Le présent arrêté sera notifié à M. ROLIN Jean-Luc, propriétaire.

Il sera également affiché à la mairie de BAYON ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera transmis à Monsieur le maire de la commune de BAYON, à Monsieur le procureur de la république, à Monsieur le directeur départemental des territoires, à Monsieur le sous-préfet de LUNEVILLE, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire de BAYON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Article 10 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble concerné aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 11 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé - SD7C - 8, avenue de Ségur - 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY - 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 17 juin 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 711/2010/ARS/DT54 du 16 juillet 2010 portant déclaration d'insalubrité réparable la maison d'habitation sise 61, rue Edouard Dreux à VALLEROY (54910)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que ce logement constitue un danger pour la santé de la personne qui l'occupe, notamment aux motifs suivants :

- une humidité persistante, occasionnant la prolifération massive de moisissures, préjudiciables à la santé des occupants et une détérioration généralisée des revêtements ;
- des équipements sanitaires et de chauffage vétustes, dégradés et hors d'usage ;
- un système de ventilation inadapté et non fonctionnel ;

CONSIDÉRANT que le CODERST est d'avis qu'il est possible de remédier à l'insalubrité de ce logement ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu de prescrire les mesures appropriées et le délai d'exécution indiqué par le CODERST ;

AR R E T E

Article 1er : La maison d'habitation sise 61, rue Edouard Dreux - 54910 VALLEROY - référence cadastrale AC 179 – propriété de Mme SAKHADAR Zhor résidant 80, avenue Charles de Gaulle – 54910 VALLEROY ou de ses ayants droits, est déclarée insalubre réparable.

Article 2 : Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra au propriétaire mentionné à l'article 1 de réaliser selon les règles de l'art, et dans le délai de 1 an, les mesures ci-après :

- recherche et suppression de toutes sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds), des huisseries, des plinthes et des ouvrants ;
- remise en sécurité et aux normes de l'installation électrique ;
- mise en place d'équipements sanitaires (W.C., douche, lavabo) ;
- mise en place de dispositifs de chauffage adaptés à la configuration des lieux ;
- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
- suppression des ponts thermiques et des déperditions calorifiques (renforcement des qualités isolantes des parois) ;
- assainissement, nettoyage et désinfection des lieux ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

Ce délai court à compter de la notification du présent arrêté.

Faute de réalisation des mesures prescrites dans les conditions précisées, l'autorité administrative pourra les exécuter d'office aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1, après mise en demeure, dans les conditions précisées à l'article L. 1331-29 du code de la santé publique.

Article 3 : En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 4 : Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés, le logement susvisé est interdit à l'habitation à titre temporaire à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'à sa mainlevée.

Le local visé ci-dessus ne peut être ni loué, ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 doit, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de l'offre d'hébergement qu'il a faite aux occupants pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation.

Article 5 : La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité, par l'autorité compétente.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 tient à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

Article 6 : Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3 -2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus ainsi qu'à l'occupant du local concerné.

Il sera également affiché à la mairie de VALLEROY ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques, dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune de VALLEROY, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé- EA 2- 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy, le 16 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

*Cellule personnes handicapées***Extrait de l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH N° 2010-207 du 12 août 2010 autorisant la modification de l'âge minimum d'admission de 8 à 4 ans des enfants accueillis par le Centre d'Education Motrice de Flavigny sur Moselle géré par l'Office d'Hygiène sociale de Meurthe et Moselle**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDÉRANT que des enfants sont maintenus en hospitalisation dans l'attente d'atteindre l'âge permettant leur admission au CEM ;

CONSIDÉRANT que l'établissement peut répondre aux besoins de prise en charge médico-sociale des enfants de 4 à 8 ans ;

CONSIDÉRANT que le projet est réalisé sans demande de moyens supplémentaires sur le budget de fonctionnement du CEM, il est compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle est autorisée à abaisser l'âge minimum d'accueil du Centre d'Education Motrice de 8 à 4 ans.

Article 2 : La capacité de l'établissement reste fixée à 110 places réparties ainsi :

- 60 places d'internat pour enfants porteurs d'un handicap moteur avec troubles associés de 4 à 20 ans.
- 25 places de semi internat pour enfants porteurs d'un handicap moteur avec troubles associés de 4 à 20 ans.
- 15 places d'internat pour enfants polyhandicapés de 4 à 20 ans.
- 10 places de SESSAD pour enfants porteurs d'un handicap moteur de 0 à 20 ans.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et qui sera adressé à l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 août 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DES VOSGES
Service animation territoriale

Extrait de l'arrêté ARS/DT 88 n° 106/2010 du 12 août 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 à la Polyclinique La Ligne Bleue à Epinal - N° FINESS : 88 0788591

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique La Ligne Bleue à Epinal à 62 600 €, dont :

62 600 € en MIG reductibles

- au titre du Plan Cancer :

- Dispositif Réunions de Concertation Pluridisciplinaire : 21 400 €
- Dispositif d'annonce : 30 000 €
- Emploi de psychologues dans PNSP : 11 200 €

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2010, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Janvier 2010 à décembre 2010	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	5 217 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et des Vosges.

Pour le directeur de l'agence régionale de santé et par délégation,
Pour le délégué territorial et par délégation,
Valérie BIGENHO-POËT,
Animatrice Territoriale

Extrait de l'arrêté ARS/DT 88 n° 107/2010 du 19 août 2010 annulant et remplaçant l'arrêté ARS/DT 88 n° 106/2010 du 12 août 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 à la Polyclinique La Ligne Bleue à Epinal - N° FINESS : 88 0788591

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique La Ligne Bleue à Epinal à 62 600 €, dont :

62 600 € en MIG reductibles

- au titre du Plan Cancer :

- Dispositif Réunions de Concertation Pluridisciplinaire : 21 400 €
- Dispositif d'annonce : 30 000 €
- Emploi de psychologues dans PNSP : 11 200 €

Article 2 : Le versement mensuel s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et des Vosges.

Pour le directeur de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le délégué territorial,
Michel MULIC

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE**
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Section centrale relations travail (S.C.R.T.)

Extrait de l'arrêté du 23 août 2010 relatif à la liste des conseillers du salarié

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : La liste des personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est composée comme suit :

ARRONDISSEMENT DE BRIEY

Mme Malika AISSANI - CGT 5, rue 19 mars 54490 PIENNES 06.22.72.44.77 A.S.H	M. Eric BADIN - FO 12, rue Maurice Barrès 57360 AMNEVILLE 06.14.66.30.88 Monteur
M. Frédéric BAJETTI - FO 92, route de JOUY 57160 MOULINS LES METZ 06.09.22.02.17 Contrôleur qualité	Mme Marilène BOMBARDIERI - CGT 15, rue Klopp 54650 SAULNES 06.24.75.15.41 Sans emploi
M. Serge BOUR - UNSA 2, route de Marange 57280 MAIZIERES LES METZ 06.18.59.84.22 Ouvrier SOVAB	Mme Françoise CARRIERE – CFE-CGC 28, route des Genêts 54720 CHENIERES 06.87.94.78.52 Assistante de direction
M. Jean Pierre CHEVRIER - CGT 3, rue Yves Crepel 54400 LONGWY 06.09.48.71.79 Retraite Cheminot	M. Patrick CLEMENT – CFDT 3a, rue Berthelot 57255 STE MARIE AUX CHENES 06.50.45.63.07 Conseiller clientèle
Mme Jennifer FRANSCHETTI – CFDT 10, rue des Ecoles 54960 MERCY LE BAS 06.79.94.24.72 Hôtesse de caisse	M. Michel GAILLARD - CFDT 8, rue Jules ferry 54800 JOUAVILLE 03.82.33.51.58 Retraité
M. Cyrille GENIN - UNSA 35, Grande rue 54150 OZERAILLES 06.80.93.34.37 Agent de fabrication SOVAB	M. Savérino GUZZO - CGT 10 rue Alphonse Daudet 54780 GIRAUMONT 06 36 83 97 70 Cheminot
M. Daniel HASSEL – CFDT 10, rue Châteaubriand 54800 CONFLANS-EN-JARNISY 03 82 33 50 34 Retraité	M. Pierre LAIDIE - CFDT 4, rue du Québec 54260 LONGWY 03.82.39.20.95 ou 06.80.08.28.37 Pré retraité
M. Jacky LORTHIOIR– CFDT 48, allée des Acacias 54111 MONT-BONVILLERS 03 82 21 97 18 Retraité	M. Louis MACHADO – CFTC 5, rue Georges Clémenceau 54660 MOUTIERS 06.19.37.34.03 Animateur qualité
M. Patrick MAGNETTE – CGT 41, rue des Glacis 54400 LONGWY 06.07.99.62.49 Agent SNCF	M. Patrick MATHEY – CFDT 53, rue Debussy 54800 JARNY 06.32.53.86.57 Retraité
M. Marc MATTINA - UNSA 24, rue du Baron Kister 57500 SAINT AVOLD 06.71.34.22.57 Ouvrier SOVAB	M. Michel MENGIN FO 40, rue du Stade 54430 REHON 06.33.93.58.00 Retraité
M. Pierre REMOND – CGT 97, rue de Liège 54440 HERSERANGE 06.72.62.78.69 Retraité	M. Michel TOGNARINI – CFDT 56, avenue de la métallurgie 54400 LONGWY 06.78.12.14.60 Employé libre service
M. Denis TORTAY – CFDT 27, rue Molière 54860 HAUCOURT MOULAINÉ 06.03.89.99.80 Employé libre service	M. Christian TRARBACH - CFDT Beau Soleil – Allée des chalets 54440 HERSERANGE 06.80.33.29.12 Retraité
M. Pierre VOGEL - CGT 4, rue du Maréchal Leclerc 54800 JOUAVILLE 06.16.72.27.83 Agent de fabrication SOVAB	M. Dominique WATRIN– CGT 24, lotissement la vigne 54980 BATILLY 06.67.14.28.34 Sans emploi

M. Maurice WATRIN - CGT 15, rue Pasteur 54150 ANOUX 06.79.43.10.49 Retraité	
---	--

ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE

Mme Chantal BURTIN – CFDT 1, rue du Jardin de l'école 54110 COURBESSEUX 06.17.85.59.78 Agent de Maîtrise	M. Franck CASSANI - FO 59, avenue du Général de Gaulle 54300 LUNEVILLE 06.75.06.11.15 Chauffeur livreur
M. Patrick CHRIST – CGT 4, rue Joyeuse 54300 BONVILLER 06.32.17.57.61 Ouvrier d'état	M. Régis GAUDARE – SUD-SOLIDAIRES 16, rue de la chapelle 54330 HOUDREVILLE 06.43.25.30.91 Agent France télécom
M. Jean Jacques LEMOINE - FO 3, rue du Maréchal Leclerc 54122 FLIN 06.32.93.08.37 Ouvrier faïencier	M. Olivier MAURY - FO 135, avenue du Général de Gaulle 54300 LUNEVILLE 06.69.95.42.41 Chauffeur
M. Philippe PAIR – SUD-SOLIDAIRES 7, rue des Dahlias 54110 VARANGEVILLE 06.21.10.56.63 Agent de conduite SNCF	Mme Marie-Claire PUTEGNAT – FO 1, route de Baccarat 54122 AZERAILLES 06.15.43.91.89 Ouvrière faïencière
M. Gilles VIAL - UNSA 50, rue Gambetta 54300 LUNEVILLE 06.59.90.09.23 Médecin conseil	M. Jean YSNARD – CFE-CGC 3, rue François Richard 54300 LUNEVILLE 06.08.87.94.58 Transport

ARRONDISSEMENT DE NANCY

Mme Danièle BAILLON – CGT 4, rue de Roncevaux 54250 CHAMPIGNEULLES 06.75.19.70.53 Dessinatrice NORDON	M. Marc BARTHEL – CGT 45 bis, rue du 8 mai 1945 Bat Les Primevères – Appt. 13 54390 FROUARD 06.81.96.51.58 Sidérurgiste ARCELOR MITTAL
Mme Akila BELHOUT - FO 19, rue de Bonsecours 54000 NANCY 06.16.91.04.17 Employée de restauration	M. Didier BENOIST - UNSA 210, les Vieux Arbres 54160 PULLIGNY 06.78.58.05.91 Employé RTE
M. Raphaël BIZET – SUD-SOLIDAIRES 149 bis, rue Roger Bérim 54270 ESSEY LES NANCY 06.81.89.42.58 Agent de la DIRECCTE (susceptible d'être sollicité dans tous les secteurs d'activité à l'exclusion des services à la personne)	Mme Monique BOGE - FO 41, bis rue de Réménauville 54000 NANCY 06.29.04.12.70 Retraitée
M. Eric BRETON – CFTC 12, rue du Fort 54550 MAIZIERES 06.59.67.92.24 Agent de sécurité	M. Jean-Claude CHENET - FO 13, rue Beauvau 54000 NANCY 03.83.28.56.98 Enseignant
M. Gilbert CHEVALME – CGT Provence - E4 – Cité des Provinces 54520 LAXOU 06.11.25.35.32 Vendeur préparateur	M. Alain CHRYSOLOGUE - CFTC 255F, allée du Breuil 54700 PONT-A-MOUSSON 06.31.35.57.39 Régleur
M. Jacques CONRAT – CFE-CGC 3, rue Boyard 54230 NEUVES-MAISONS 06.81.26.91.69 Ingénieur sidérurgie retraité	M. Jean François DRUGEON – CGT 06, bis quai de la Bataille 54000 NANCY 03.83.53.93.02 Employé Pôle emploi
M. Philippe DURAND - CFTC 15, rue Ferry III 54320 MAXEVILLE 06.88.38.34.19 Retraité	M. Marc EINSWEILLER – CFE-CGC 8, ruelle du Bas du village 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY 06.85.91.47.84 Ingénieur service après-vente
M. Pascal ENGEL - UNSA 19, rue Léo LAGRANGE - 54510 TOMBLAINE 06.80.37.42.25 Agent hospitalier	M. Jean Louis FALCETTA – CGT 4, rue René Descartes - 54425 PULNOY 06.16.53.44.89 Sans emploi
M. Bertrand FINCK – CFE-CGC 2, bis rue Gambetta - 54300 LUNEVILLE 06.84.09.51.36 Automobile (vente)	M. Jean Luc FLAMENT – CFE-CGC 5, allée des Noyers - 54600 VILLERS LES NANCY 06.32.64.72.42 Métallurgie

M. Stéphane FRIES – CGT 3, route de Saffais 54290 HAUSSONVILLE 06.26.55.89.08 Chauffeur livreur	M. Frédéric GALLOIS - FO 7, rue du tapis vert 54000 NANCY 06.63.40.13.74 Conseiller commercial
M. Bernard GRAISSE - FO 2, rue du Château 54210 LUPCOURT 06.13.54.08.82 Agent de sécurité	M. Yannick GRANDJEAN 84, rue de Clairefontaine 54250 CHAMPIGNEULLES 06.72.92.83.55 Retraité (Inspection travail transport)
Mme Rachel GRASMICK – CFE/CGC Rue de la Forêt 54250 CHAMPIGNEULLES 06.85.27.99.46 Mutualité	M. Lionel GUTIERREZ – FO 10, Rue Pierre et Marie Curie 54100 DOMBASLE 06.8300.22.99 Responsable des ventes
Mme Marylène JACQUEL – CFE-CGC 36, impasse Paul Eluard 54710 LUDRES 06.84.91.28.78 Assurance	Mme Séverine JEANDEL - UNSA 12, Rue Maréchal Foch 54130 SAINT MAX 06.68.25.52.92 Aide soignante
M. Olivier LAMIELLE - CFD 7, rue de l'ancien Port 54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE 06.09.59.78.49 Chauffeur SPL	M. Nicolas LEBOEUF - FO 2, rue du chanoine Boulanger 54220 MALZEVILLE 06.68.34.78.74 Conseiller bancaire
M. Arnaud LEGER – SUD-SOLIDAIRES 29, rue de l'Armée Patton 54770 BOUXIERES AUX CHENES 06.23.73.95.84 Agent de conduite SNCF	M. Christian LEPAGE – CFD 1, rue Marcel Brot 54000 NANCY Retraité 06.48.44.71.57
Mme Annie France LOUVION– CFTC 30, bd du 26ème RI Entrée 1 54000 NANCY 06.81.98.48.53 Retraitée	M. Philippe MANGIN - CFTC 125, Le Faubourg 88270 RANCOURT 06.70.10.37.22 Standardiste
Mme Fadila MERABET - FO 5, rue Joli Cœur 5400 NANCY 06.89.26.06.71 Technicienne assurance	M. Salah MERIKHI - CFTC 141, rue Grandclair 88170 AOUIZE 06.78.43.69.11 Peintre en bâtiment
M. Christian MEYER – CFE-CGC 11, rue des Sorbiers 54425 PULNOY 06.72.70.68.99 Responsable d'applications informatiques	Mme Frédérique NIEL - FO 5, rue de Bourgogne 54390 FROUARD 06.80.05.51.90 Juriste d'entreprise
M. Michel PELLETIER – CFE-CGC 6, rue Saint Fiacre 54600 VILLERS LES NANCY 06.85.40.06.81 Retraité	M. Bruno PERISSE - FO 7, Rue Victor Hugo 54110 VARANGEVILLE 06.81.71 .33 .92 Contrôleur qualité
M. Serge PRADAT – FO 30, allée des Mirabelles 54520 LAXOU 06.20.77.78.35 Juriste d'entreprise	M. Jean-Pierre QUERQUELIN– CFT 14, rue d'Armorique 54425 PULNOY 03.83.20.04.87 Retraité
M. François RIVOT – CGT 159, rue Charles III 54000 NANCY 06.81.82.90.39 Employé de banque	M. Bruno ROBIN – CGT 39, bis rue Victor Hugo 54230 NEUVES MAISONS 06.46.04.17.62 Conducteur sur Machine
Mme ROUSSEAU Maryse – CFT 6, rue Antoine Lavocat 54250 CHAMPIGNEULLES 06.80.75.92.50 Agent administratif	M. Alain RUEFF– CFE-CGC 21, rue Drouin 54000 NANCY 03.83.32.88.58 Pré retraité secteur VRP
M. Philippe RUMBACH - CGT 4, rue Trouillet 54300 LUNEVILLE 06.07.90.55.00 Archiviste	M. Jacques SAUER – CGT 1, rue Maréchal Ney 54140 JARVILLE LA MALGRANGE 06.74.63.99.27 Opérateur logistique
M. Christian SCHNEIDER – FO 43, rue Eugène Vallin 54320 MAXEVILLE 06.29.90.18.15 Opérateur télévente	M. Jacques TERNARD – CFT 236, avenue de Boufflers 54000 NANCY 03.83.98.22.20 Retraité
Mme Hélène THIEBAULT – FO 19, rue de la Résistance - 54390 FROUARD 06.31.91.69.82 Aide soignante	M. Doh Appélinto TOMETY– CFT 650, rue Salvador Allende - 54230 NEUVES-MAISONS 06.80.40.87.58 Employé de commerce

M. Daniel VIARD – CFE-CGC 10, rue du Général de Gaulle 54121 VANDIERES 06.74.07.52.30 Agent de maîtrise	Mme Marie-Anne VILLEMIN – SUD-SOLIDAIRES Bât. Anjou Cité des Provinces 54520 LAXOU 06.79.97.67.71 Agent France Télécom
M. Philippe VIOL – SUD-SOLIDAIRES 15, rue des Hauts Jardins 54160 PIEREVILLE 06.25.79.93.81 Agent de conduite SNCF	Mme Elisabeth VUITTON – FO 4, bis rue du Tram 54230 CHAVIGNY 06.30.92.80.60 Educatrice spécialisé

ARRONDISSEMENT DE TOUL

M. Karim BOUBEKEUR – CGT 23, rue des Jeux - 54570 FOUG 06.24.57.61.45 Métallurgiste PAM FOUG	M. Gilles DEPRES – SUD-SOLIDAIRES 63, allée des Bouleaux - 54200 ECROUVES 06.81.40.76.83 Agent de conduite SNCF
Mme Viviane MARGUET – CFTC 20, allée des Roses - 54200 DOMMARTIN LES TOUL 06.11.23.71.57 Fonctionnaire territoriale	M. Bruno MONCHABLON – CFE-CGC 34, rue des Hirondelles - 54840 GONDREVILLE 03.83.93.62.25 Employé de banque
M. Stéphane PETITDEMANGE – CFDT 2, rue des Lesières - 54200 LUCEY 06.74.34.69.82 Vendeur	

Article 2 : La durée de leur mandat est fixée à trois ans.

Article 3 : leur mission permanente s'exerce exclusivement dans le département de Meurthe-et-Moselle et ouvre droit au remboursement des frais de déplacement qu'elle occasionne dans ce département.

Article 4 : L'arrêté du 29 juin 2007 et l'arrêté de prorogation du 7 juin 2010 sont abrogés.

Article 5 : La liste prévue à l'article 1^{er} ci-dessus sera tenue à la disposition des salariés concernés dans chaque section d'inspection du travail, chaque subdivision d'inspection du travail des transports, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles et dans chaque mairie du département. Elle est publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 23 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service environnement, eau et biodiversité

Extrait de l'arrêté n° B54-2010-002 du 20 août 2010 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : objet de l'autorisation

Le Museum Aquarium de Nancy, 34 rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy, est autorisé à transporter, naturaliser et utiliser les spécimens morts listés dans le tableau suivant, selon les conditions édictées à l'article 2 :

Nom scientifique de l'espèce	Nom commun	Quantité
Prunella modularis	Accenteur mouchet	1
Coccothraustes coccothraustes	Grosbec casse noyau	1
Apus apus	Martinet noir	1
Aegithalos caudatus	Mésange à longue queue	1
Parus major	Mésange charbonnière	1
Parus palustris	Mésange nonette	1
Regulus ignicapilla	Roitelet à triple bandeau	1
Regulus regulus	Roitelet huppé	1
Erithacus rubecula	Rougegorge familier	1
Troglodytes troglodytes	Troglodyte mignon	1
Pyrrhula pyrrhula	Bouvreuil pivoine	1
Emberiza schoeniclus	Bruant des roseaux	1
Sciurus vulgaris	Ecureuil roux	1
Tito alba	Chouette effraie	1
Strix aluco	Chouette hulotte	1
Acciper nisus	Epervier d'europe	1
Falco tinnunculus	Faucon crécerelle	1
Dendrocopos major	Pic épeiche	1
Picus viridis	Pic vert	1

Lieu de stockage des spécimens à naturaliser : Muséum Aquarium de Nancy

Lieu de naturalisation des spécimens à naturaliser : Walter Yves, Entreprise artisanale, 1 rue Pierre de Blois, 41000 Blois.

Lieu de conservation et d'exposition des spécimens naturalisés : Muséum Aquarium de Nancy

Durée de validité de cette autorisation : permanente

Article 2 : conditions spécifiques

Sur le socle de chaque pièce naturalisée, doivent figurer :

- de façon apparente, les noms vernaculaires et scientifiques du spécimen et la forme de protection dont l'espèce bénéficie,
- placés sous le socle :

. le nom du bénéficiaire de l'autorisation et la date de celle-ci,

. le lieu et la date de la découverte de l'animal,

. le nom du taxidermiste ayant effectué la naturalisation ainsi que son numéro d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce.

Un numéro d'inventaire doit être porté sur chaque spécimen, de façon apparente et définitive, afin de permettre une identification lors d'éventuels contrôles. Ce numéro doit être reporté sur un registre d'inventaire de la collection où doivent figurer, en face de chaque numéro, le nom scientifique et le nom commun ainsi que l'origine de spécimen. Toute pièce justificative de cette origine devra être jointe au registre.

Article 3 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et notifié à son bénéficiaire.

Nancy, le 20 août 2010

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° B54-2010-003 du 23 août 2010 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que l'objectif pédagogique des expositions sollicitées s'intègre dans le cadre de la sensibilisation du public souhaitée par l'Etat en 2010, année internationale de la biodiversité ;

ARRETE

Article 1er : objet de l'autorisation

Le Museum Aquarium de Nancy, 34 rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy, est autorisé à transporter et exposer les spécimens morts listés dans le tableau suivant, selon les prescriptions édictées à l'article 2 :

Nom scientifique de l'espèce	Nom commun	Précision (Nombre)	Date de l'exposition	Lieu de l'exposition
Nycticorax nycticorax	Bihoreau gris	1	13/09/2010 au 14/11/2010	Espace animalier de la pépinière Parc de la pépinière 54000 Nancy
Lynx lynx	Lynx	Crâne (1)	13/09/2010 au 14/11/2010	Espace animalier de la pépinière Parc de la pépinière 54000 Nancy
Castor fiber	Castor	1	13/09/2010 au 14/11/2010	Espace animalier de la pépinière Parc de la pépinière 54000 Nancy
Gyps fulvus	Vautour fauve	1	14/09/2010 au 08/10/2010	Opéra national de Lorraine 1 rue sainte Catherine 54000 Nancy
Lynx lynx	Lynx	1	14/09/2010 au 08/10/2010	Opéra national de Lorraine 1 rue sainte Catherine 54000 Nancy

Article 2 : prescriptions

Un numéro d'inventaire doit être porté sur le spécimen de façon apparente et définitive.

La présentation doit intégrer les informations minimales suivantes :

- Les noms d'espèce scientifiques et vernaculaires des spécimens exposés ;

- Leur statut juridique ;

Article 3 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,

le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à son bénéficiaire, et dont un exemplaire sera affiché par son bénéficiaire à l'entrée des différentes expositions.

Nancy, le 23 août 2010

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

Service habitat / Anah

Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Arrêté n° 2010/DDT/HAB/03 du 15 mars 2010 portant renouvellement de la Commission locale d'amélioration de l'habitat de Meurthe-et-Moselle (hors délégataires)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article R. 321-10 ;

Vu la proposition de la Confédération Nationale du Logement (CNL) du 11 février 2010 ;

Vu la proposition de l'Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL 54) du 26 février 2010 ;

Vu la proposition de l'Union Régionale des Comités Interprofessionnels du Logement (URCIL) du 1^{er} mars 2010 ;
Vu la proposition de l'Union nationale des Économistes de la construction (UNTEC) du 4 mars 2010 ;
Vu la proposition de l'Union Nationale de la Propriété immobilière (UNPI 54-55-88) du 11 mars 2010 ;
Vu la proposition de l'Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNSA 54-55-88) du 11 mars 2010 ;
Sur proposition du Délégué de l'Agence nationale de l'habitat dans le département de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : La commission locale d'amélioration de l'habitat de Meurthe et Moselle (hors délégataires) est constituée ainsi qu'il suit :

1. Membres de droit :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, Délégué de l'Agence, Président ou son représentant ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques ou son représentant ;

2. Membres nommés pour trois ans à compter de la date du présent arrêté :

2.1. en qualité de représentant des propriétaires

Membre titulaire :

- Monsieur Daniel JACQUOT, Union Nationale de la Propriété Immobilière - domicilié 34 rue des Jardiniers 54000 NANCY

Membres suppléants :

- Monsieur Jacques HELLUY, Union Nationale de la Propriété Immobilière - domicilié 19 rue du Grand Sauvoy - 54320 MAXEVILLE
- Monsieur Philippe PANARD, Union Nationale de la Propriété Immobilière - domicilié 16 bis rue Jennesson - 54000 NANCY

2.2. en qualité de représentant des locataires

Membre titulaire :

- Madame Gilberte PARODI, Confédération Nationale du Logement - domiciliée 6 rue Paul Briquel - 54300 LUNEVILLE

Membres suppléants :

- Monsieur Christian GUILLEMET, Confédération Nationale du Logement - domicilié 1 rue Buffon - 54300 LUNEVILLE
- Monsieur Denis VALLINETTI, Confédération Nationale du Logement - domicilié 29 clos des Gravières - 54700 BLENOD LES PONT-A-MOUSSON

2.3. en qualité de personne qualifiée pour ses compétences dans le domaine du logement

Membre titulaire :

- Monsieur Bertrand SENOT, Architecte - domicilié 65 ter rue de l'Église - 54320 MALZEVILLE

Membre suppléant :

- Monsieur Didier DURIS, Économiste de la construction - domicilié 27 ZAC de la Croisette - 54210 SAINT-NICOLAS DE PORT

2.4. en qualité de personne qualifiée pour ses compétences dans le domaine social

Membre titulaire :

- Madame Amélie GALLEGRO, directrice de l'Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) - domiciliée 5 Clos du Coulon - 54320 MAXEVILLE

Membre suppléant :

- Madame Véronique SONRIER conseillère juridique à l'ADIL - domiciliée 29 Grande Rue - 54000 NANCY

2.5. en qualité de représentants des associés collecteurs de l'Union d'économie sociale pour le logement

Membres titulaires :

- Madame Myriam DUCARME, responsable de Région Grand Est d'ALIANCE 1 % Logement - domiciliée 15 avenue de la Forêt de Haye - BP 50140 - 54504 VANDOEUVRE Cedex
- Madame Florence GLANOIS-ROLLAND, Directrice Territoriale Est de CILGERE - domiciliée 24 rue Saint Michel - 54000 NANCY

Membres suppléants :

- Madame Michèle PRUDHOMME, responsable locatif Grand Est d'ALIANCE 1 % Logement - domiciliée 15 avenue de la Forêt de Haye - BP 50140 - 54504 VANDOEUVRE Cedex
- Monsieur Jean-François MOES, Responsable Relations Entreprises de CILGERE - Direction Est - domicilié 24 rue Saint Michel - 54000 NANCY

Article 2 : La durée du mandat des membres de la CLAH est fixée à trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Ce mandat est renouvelable dans les conditions fixées à l'article R.321-10 du code de la construction et de l'habitation.

Article 3 : L'arrêté DDE-SHA- 07 015 du 19 juin 2007 et l'arrêté n°2009/DDEA/HAB/020 du 20 novembre 2009 sont abrogés.

Article 4 : Le présent arrêté entre en application à compter de sa signature.

Article 5 : Le secrétaire général de la Préfecture et le délégué de l'Agence dans le département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 mars 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Délégation de Meurthe-et-Moselle - Décision n° 2010/DDT/HAB/04 du 15 mars 2010 de nomination du délégué adjoint et de délégation de signature du délégué de l'Agence à plusieurs de ses collaborateurs

M. Dominique BELLION, délégué de l'Anah dans le département de Meurthe-et-Moselle, en vertu des dispositions de l'article L 321-1 du code de la construction et de l'habitation,

DECIDE

Article 1^{er} : M. Michel MARTY, titulaire du grade d'ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'État et occupant la fonction de directeur départemental des Territoires de Meurthe et Moselle est nommé délégué adjoint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à M. Michel MARTY, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

Pour l'ensemble du département :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux III de l'article R 321-12 du code de la construction et de l'habitation (humanisation des structures d'hébergement) dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées pour la gestion par l'Anah des aides propres des collectivités territoriales en application de l'article L 312-2-1 du code de la construction et de l'habitation dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place ;
- le rapport annuel d'activité ;
- après avis du délégué de l'Agence dans la région, les conventions pour la gestion des aides à l'habitat privé prévues à l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les avenants aux conventions en cours ;

Pour les territoires non couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (hors délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- tous actes, dont les actes notariés d'affectation hypothécaire relatifs aux opérations importantes de réhabilitation, et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et, le cas échéant, au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur ;

- la notification des décisions ;
- la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution des subventions ;
- le programme d'actions ;
- après avis du délégué de l'Agence dans la région, les conventions pluriannuelles d'opérations programmées. [Cette délégation ne s'applique pas aux conventions dites de « portage » visées à l'article R.321-12 du code de la construction et de l'habitation].
- les conventions d'opérations importantes de réhabilitation.

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées en application des articles L 301-5-1, L 301-5-2 et L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L 321-1-1.

Article 3 : Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L 321-4 et L 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation permanente est donnée à M. Michel MARTY, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

Pour les territoires non couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (hors délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- toutes les conventions concernant des logements situés dans les territoires concernés, que ces conventions portent ou non sur des logements faisant également l'objet d'une subvention de l'Anah (conventionnement avec et sans travaux) ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
- tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre l'article L 321-4 ou L 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
- de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.
- le cas échéant, tous actes relatifs aux pénalités, en cas d'inexécution des conventions par les bailleurs, dans les conditions fixées dans lesdites conventions.

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
- tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre l'article L 321-4 ou L 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
- de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.
- le cas échéant, tous actes relatifs aux pénalités, en cas d'inexécution des conventions par les bailleurs, dans les conditions fixées dans lesdites conventions.

Article 4: En cas d'absence ou d'empêchement du délégué de l'Agence et de M. Michel MARTY, délégataire désigné à l'article 1^{er} ci-dessus, délégation est donnée à M. Karim MIKSA, chef du service habitat et Mme Brigitte BOULANGER, chef de l'unité Anah, aux fins de signer l'ensemble des actes mentionnés aux articles 2 et 3, à l'exception de la signature du programme d'actions et du rapport d'activité, des conventions pluriannuelles d'opérations programmées, des conventions de gestion ainsi que des avenants aux conventions en cours, des conventions d'opérations importantes de réhabilitation, et de la signature des actes notariés d'affectation hypothécaire.

Article 5 : La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental des Territoires de Meurthe et Moselle ;
- à M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;
- à M. le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey ;
- à Mme la directrice générale de l'Anah, à l'attention de M. le directeur administratif et financier ;
- à M. l'agent comptable de l'Anah ;
- aux intéressés.

Article 7 : La présente décision fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Nancy, le 15 mars 2010

Le délégué de l'Agence dans le département,
Dominique BELLION

Délégation de Meurthe-et-Moselle - Décision n° 2010/DDT/HAB/05 du 16 mars 2010 de subdélégation de signature du délégué adjoint de l'Agence à plusieurs de ses collaborateurs

M. Michel MARTY, délégué adjoint de l'Anah dans le département de Meurthe-et-Moselle, en vertu de la décision n° 2010/DDT/HAB/04 du 15 mars 2010,

D E C I D E

Article 1^{er} : Délégation est donnée à M. Karim MIKSA, chef du service habitat et à Mme Brigitte BOULANGER, chef de l'unité Anah, aux fins de signer :

Pour l'ensemble du département :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux III de l'article R 321-12 du code de la construction et de l'habitation (humanisation des structures d'hébergement) dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
 - tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées pour la gestion par l'Anah des aides propres des collectivités territoriales en application de l'article L 312-2-1 du code de la construction et de l'habitation dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions.
 - la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place ;
- Pour les territoires non couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (hors délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :
- tous actes, dont les actes notariés d'affectation hypothécaire relatifs aux opérations importantes de réhabilitation (OIR), et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et, le cas échéant, au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur ;

- la notification des décisions ;
- la liquidation et l'ordonnement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution des subventions.
Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées en application des articles L 301-5-1, L 301-5-2 et L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L 321-1-1.

Article 2 : Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L 321-4 et L 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation est donnée à M. Karim MIKSA, chef du service habitat et à Mme Brigitte BOULANGER, chef de l'unité Anah, aux fins de signer :

Pour les territoires non couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (hors délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- toutes les conventions concernant des logements situés dans les territoires concernés, que ces conventions portent ou non sur des logements faisant également l'objet d'une subvention de l'Anah (conventionnement avec et sans travaux) ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulatif des engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
- tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre l'article L 321-4 ou L 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
- de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.
- le cas échéant, tous actes relatifs aux pénalités, en cas d'inexécution des conventions par les bailleurs, dans les conditions fixées dans lesdites conventions.

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulatif des engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
- tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre l'article L 321-4 ou L 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
- de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.
- le cas échéant, tous actes relatifs aux pénalités, en cas d'inexécution des conventions par les bailleurs, dans les conditions fixées dans lesdites conventions.

Article 3 : Délégation est donnée à Mesdames Joëlle BEUCLAIR, Christine MAIRE, Marie-Claire PESTELARD, Véronique RIVORY, Christa WINGLER, Messieurs Sylvain DESSI et Gérald KREBS, instructeurs, aux fins de signer :

- les accusés de réception des demandes de subvention ;
- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Article 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental des Territoires de Meurthe et Moselle ;
- à M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;
- à M. le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey ;
- à Mme la directrice générale de l'Anah, à l'attention de M. le directeur administratif et financier ;
- à M. l'agent comptable de l'Anah ;
- aux intéressés.

Article 6 : La présente décision fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 mars 2010

Le délégué adjoint de l'Agence dans le département,
Michel MARTY

Délégation de Meurthe-et-Moselle - Règlement intérieur adopté par la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du département de Meurthe-et-Moselle (hors délégataires) le 25 mars 2010

La Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) du département de Meurthe et Moselle constituée par arrêté du préfet de Meurthe et Moselle du 15 mars 2010,

Vu le règlement général de l'Anah et notamment le paragraphe B du chapitre 1er, approuvé par arrêté interministériel du 2 octobre 2009,

Vu le Code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment les articles R.321-10 (I ou II) et suivants,

Adopte son règlement intérieur ainsi rédigé :

Article 1^{er} : Convocation et ordre du jour

La Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) est présidée de plein droit par le délégué de l'Anah dans le département ou son représentant.

Elle se réunit à l'initiative de son Président en tant que de besoin, selon la fréquence nécessaire pour ne pas retarder le financement des opérations et au moins une fois par trimestre.

Elle est convoquée par son Président ou son représentant sur la demande écrite, soit de la moitié au moins de ses membres, soit du délégué de l'Agence dans le département.

Cette convocation comportant le lieu, la date et l'heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour, est envoyée aux membres de la commission par tous moyens au moins huit jours francs avant la séance. Après accord des membres concernés, celle-ci peut être adressée par courrier électronique ou par télécopie.

Pour l'exécution de ses missions, la CLAH peut faire appel, en tant que de besoin, à des hommes de l'art ou aux professionnels de l'immobilier.

Le Président peut inviter à une séance de la CLAH toute personne dont il juge la présence utile pour éclairer les débats. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Les membres suppléants peuvent assister aux séances, participer aux débats mais ne prennent part au vote qu'en l'absence du titulaire.

Article 2 : Disposition d'urgence

En cas d'urgence, lorsque la CLAH ne peut être réunie dans un délai suffisamment bref, des consultations n'imposant pas la présence physique des membres peuvent être engagées. Les membres sont alors tenus à rendre leur avis par tout moyen écrit selon les règles de majorité habituelles.

Article 3 : Quorum et vote

La CLAH ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres en exercice est présente ou représentée.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission délibère valablement sans condition de quorum, après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

En cas d'absence des membres titulaires, les membres suppléants assistent aux séances et prennent part aux votes.

Les avis sont pris à la majorité des voix exprimées, chaque membre dispose d'une voix. Les abstentions sont exclues de ce calcul.

Le vote à lieu à main levée. Il ne peut pas avoir lieu à scrutin secret.

En cas de partage des voix, celle du Président ou de son représentant est prépondérante.

Tout membre de la commission qui ne peut être représenté par son suppléant peut se faire représenter par un autre membre de la commission à qui il donne pouvoir écrit. Il doit prévenir par courrier ou télécopie le secrétariat de la commission à qui il transmet le pouvoir, daté et signé. Le nombre de pouvoirs pris en charge par un membre de la commission est limité à un. Les pouvoirs sont constatés à chaque début de séance.

Conformément aux dispositions de l'article R.321-10 du code de la construction et de l'habitation, lorsqu'un membre de la CLAH a un intérêt direct ou indirect aux opérations pouvant être financées, il s'abstient de participer à la discussion et à la délibération de la commission. Cette disposition s'applique également aux personnes appelées à participer aux travaux de la commission mentionnées à l'article 1er du présent règlement.

Article 4 : Procès-verbal

Le secrétariat de la commission locale d'amélioration de l'habitat est assuré par la Délégation locale de l'Anah.

Les délibérations de la CLAH sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président de la séance et par un membre de la commission. Les procès-verbaux des réunions font mention des membres présents qui disposent d'une voix délibérative, et des personnes qui assistent à la réunion sans voix délibérative.

Ils retracent notamment les opérations pouvant être financées pour lesquelles un membre de la CLAH, ayant un intérêt direct ou indirect, s'est abstenu de participer à la délibération de la commission.

Tout membre de la commission peut demander qu'il soit fait mention de son désaccord avec l'avis rendu.

Lorsque la CLAH a statué suivant la procédure d'urgence visée à l'article 2 du présent règlement, le procès verbal mentionne la mise en œuvre de cette procédure.

Une copie du procès verbal est adressée aux membres de la CLAH à l'occasion de la convocation de la réunion de la commission suivante.

Article 5 : Avis de la CLAH

L'avis de la CLAH est transmis au délégué de l'Agence dans le département qui :

- décide, sur la base du programme d'action ayant recueilli l'avis de la commission, de l'attribution des subventions dans la limite des autorisations d'engagement annuelles ou prononce le rejet des demandes d'aide,
- décide du retrait et du reversement des subventions en application de l'article R.321-21,
- décide de l'agrément ou du rejet des recours gracieux, après avis de la commission,
- signe les conventions pour lesquelles l'avis de la commission est requis préalablement.

Article 6 : Règles de confidentialité et de déontologie

Conformément à l'article 10 du règlement général de l'agence, toute personne qui assiste aux réunions de la CLAH ou qui a accès de par sa qualité de membre aux dossiers qui y sont traités, est tenue au respect de la confidentialité des données nominatives dont elle peut avoir connaissance et de toutes informations tenant à la vie privée des demandeurs.

En application du III de l'article R.321-10 du CCH, les membres de la CLAH, titulaires et suppléants, doivent déclarer, auprès du délégué de l'Agence dans le département, les fonctions occupées et les intérêts qu'ils détiennent dans les organismes, sociétés et associations qui bénéficient ou ont vocation à bénéficier des concours financiers accordés par l'Agence.

L'article 3 du présent règlement précise les conditions de participation aux débats et aux votes de la CLAH des membres ayant un intérêt direct ou indirect aux opérations présentées à l'avis de la CLAH.

Article 7 : Détermination des cas où la consultation de la CLAH est requise

L'avis préalable de la CLAH est requis avant décision du délégué de l'Agence dans le département dans les conditions suivantes :

Cas prévus par les articles R.321-10 et suivants du CCH et le règlement général de l'Agence

Il s'agit des décisions relatives :

- aux demandes concernant l'aide au syndicat avec cumul d'aide individuelle (RGA art 15H / IV),
- à l'aide aux établissements publics d'aménagement intervenant dans le cadre d'un dispositif coordonné et d'un protocole approuvé par le conseil d'administration (RGA art 15 J),
- aux conventions d'opérations importantes de réhabilitation (OIR) (RGA art 7),
- aux recours gracieux formés auprès de l'autorité décisionnaire (5° des I et II du R 321-10 du CCH),
- aux décisions d'annulation, retrait et reversements de subventions (5° des I et II du R 321-10 du CCH).

Cette liste pourra être complétée, de droit, en fonction des évolutions réglementaires sans qu'il soit besoin pour la commission de délibérer sur la modification du présent article de son règlement intérieur.

Cas et critères définis par la CLAH

Il s'agit des décisions relatives :

- aux demandes des propriétaires occupants et des propriétaires bailleurs, concernant des travaux de réhabilitation lourde suite à arrêté d'insalubrité ou avec rapport d'analyse de l'insalubrité,
- aux dossiers de propriétaires bailleurs de plus de 500 € HT par m² de travaux éligibles,
- aux transformations d'usage,
- aux rejets de subventions aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants, en application du programme d'action en vigueur (hors références aux articles du CCH ou du Règlement général de l'Anah).

La présente liste peut être modifiée ou complétée, par avenant au règlement intérieur ; les avenants sont adoptés dans les mêmes conditions que le règlement intérieur.

Le délégué de l'Agence dans le département pourra solliciter, en tant que de besoin, un avis préalable de la CLAH, y compris sur des projets émanant de demandeurs sollicitant un avis de l'Anah préalablement à la constitution de leur dossier. Dans ce cas, l'avis de la CLAH est mentionné dans la lettre de notification individuelle de la décision.

Conformément aux dispositions de l'article R.321-10, la commission est consultée pour son territoire de compétence sur :

- le programme d'action établi par l'autorité décisionnaire,
- le rapport annuel d'activité,
- toute convention intéressant l'amélioration de l'habitat.

Article 8 : Approbation

Le présent règlement intérieur adopté par la CLAH réunie à Nancy le 25 mars 2010 est annexé après signature au procès verbal de la séance.

Le président de la CLAH,
Michel MARTY,
Délégué local adjoint

Un membre de la CLAH,
Daniel JACQUOT,
Président UNPI 54-88-55

Délégation de Meurthe-et-Moselle – Décision n° 2010/DDT/HAB/11 du 12 août 2010 portant approbation du programme d'actions 2010 de l'Anah en Meurthe-et-Moselle (hors territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey)

M. Dominique BELLION, délégué de l'Anah dans le département de Meurthe et Moselle, en vertu des dispositions de l'article L 321-1 du code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R321-10 et R321-11 du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) lors des séances du 25 mars et du 07 mai 2010,

Vu la programmation des crédits et les objectifs validés en Comité Régional de l'habitat lors de sa séance plénière du 28 juin 2010,

D É C I D E

Article 1^{er} : Le programme d'actions 2010 de la délégation locale (hors territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de la Communauté de Communes du bassin de Pompey) est approuvé.

Article 2 : La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Article 3 : La présente décision fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 août 2010

Le délégué de l'Agence dans le département,
Dominique BELLION

Délégation locale de Meurthe-et-Moselle - Programme d'actions 2010 de l'Anah en Meurthe-et-Moselle (hors territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataires des aides à la pierre) adopté à la commission locale d'amélioration de l'habitat lors de sa séance du 25 mars 2010 et complété le 07 mai 2010

SOMMAIRE

Introduction	929
1ère partie : Bilan de l'année 2009 et perspectives 2010	929
1.1. Enjeux et objectifs du territoire pour le logement privé	929
1.2. Bilan de l'année 2009	929
1.3. Objectifs et dotation 2010	930
2ème partie : Dispositions du programme d'actions	931
1.1. La hiérarchisation des priorités	931
1.2. L'optimisation de la dotation budgétaire	932
1.3. La modulation des loyers	932
1.4. L'ingénierie et les programmes	932
1.5. La communication et la formation	933
1.6. La gestion de la qualité et les contrôles	933
1.7. Les partenariats	933
1.8. Le développement durable	933

Introduction

La mise en œuvre du programme d'action territorial (PAT), instituée par les décrets de 2001 et de 2005 a été confirmée par la loi relance du 17 février 2009 et le décret relance Anah du 4 septembre 2009 qui a précisé les conditions de son élaboration.

Le PAT est fixé selon le territoire auquel il se rapporte, par le délégué de l'Agence dans le département, ou par les délégataires pour les territoires en délégation de compétence. Il est soumis pour avis à la CLAH concernée.

Son élaboration s'appuie sur les documents de programmation et de planification disponibles sur son

territoire : programmes locaux de l'habitat (PLH), plan départemental pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD), conventions de délégation de compétence, connaissance du marché local.

Le PAT est permanent et est adapté au moins une fois dans l'année sur la base du bilan de l'année antérieure notamment pour :

- tenir compte des crédits et moyens disponibles,
- préciser les objectifs de l'année,
- définir les principales dispositions, actions et mesures à mettre en œuvre au cours de l'année pour atteindre ces objectifs,
- fixer le niveau des loyers applicables pour le conventionnement,
- prendre en compte les nouveaux engagements.

Il peut faire l'objet d'avenant à tout moment et doit faire l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs ainsi que ses avenants.

L'objectif premier de ce programme est donc la définition de la politique pour l'habitat privé et de ses conditions de mise en œuvre. Ces orientations guident le fonctionnement de la délégation tout au long de l'année. Il doit permettre aux propriétaires d'appréhender au mieux les aides auxquelles ils peuvent prétendre.

Ce programme d'action porte sur le département de Meurthe-et-Moselle auquel il faut soustraire le territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et celui de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataires des aides à la pierre.

1ère partie : Bilan de l'année 2009 et perspectives 2010

1.1. Enjeux et objectifs du territoire pour le logement privé

Le département de Meurthe-et-Moselle est caractérisé par des zones urbaines et des zones plus rurales sur lesquels les enjeux au niveau de l'habitat diffèrent.

Le sillon lorrain, du bassin d'habitat du Grand Nancy au secteur de Pont-à-Mousson, concentre des enjeux importants par une concentration d'activité et de population élevée.

Les secteurs de Toul, Vézelize-Bayon, Saint-Nicolas de Port ont pour point commun d'être traversés par des infrastructures routières et par des sites d'activité qui influent sur leur développement. La proximité relative du bassin d'habitat du Grand Nancy contribue à un report de population en raison de la pression foncière sensible sur l'agglomération. Ils font l'objet d'un nombre conséquent de migrations alternantes (domicile-travail).

Le territoire frontalier avec le Luxembourg connaît une tension importante sur l'immobilier du fait de l'emploi transfrontalier et d'un marché de l'immobilier luxembourgeois dont le niveau est très élevé. Enfin, le secteur de Briey est sous l'influence de l'agglomération messine.

Les enjeux sont de différents ordres : la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé, la lutte contre la précarité énergétique, l'adaptation des logements des propriétaires occupants modestes à la perte d'autonomie(handicap et dépendance)

Concernant la problématique de l'habitat indigne, une méthode d'identification de l'habitat dégradé, dite "Parc Privé Potentiellement Indigne resserré" a été mise en place par l'Anah. Ainsi, les cantons ruraux et urbains plus particulièrement concernés ont été repérés.

1.2. Bilan de l'année 2009

La dotation du territoire, hors délégations de compétence, s'est élevée en 2009 à 6 549 971 €.

Pour mémoire, la Meurthe et Moselle avait bénéficié en 2008 d'une dotation de 5 278 973 €.

Cette augmentation significative de budget, de près de 25 % (+ 1 270 998 €), résulte en grande partie des mesures du plan relance et a notamment permis de subventionner 801 dossiers de propriétaires occupants contre 315 en 2008.

Rappel du cadrage budgétaire 2009

Au vu des orientations prioritaires définies par l'Anah et compte tenu du stock de dossiers en instance de 2008, le cadrage budgétaire 2009 avait été fixé comme suit pour le département de Meurthe et Moselle (hors territoires en délégation de compétence) :

les programmes 2008 et 2009 PO + PB pour un montant de	3,30	M€
le diffus PO 2009 pour un montant de	0,95	M€
le diffus PB 2009 pour un montant de	0	M€
le stock diffus PO + PB 2008	1,70	M€
dotation spécifique "cité radieuse Briey"	0,10	M€

soit un budget total de 6,05 M€, dont 0,60 M€ au titre de la réserve.

La dotation supplémentaire de 888 279 € mise en place au titre du plan de relance a été affectée comme suit :

770 000 € pour les travaux d'économie d'énergie réalisés par les propriétaires occupants,

118 279 € pour la cité radieuse de Briey.

Bilan 2009 par secteurs

Pour le secteur programmé

11 opérations étaient actives en 2009, dont 4 nouvelles signées en avril et août 2009 (Pont-à-Mousson, Pays de l'Orne, Entre Meurthe et Verdurette et Badonvillois) et 3 se terminant fin 2009 (Moselle et Madon, Sel et Vermois et Pays du Sânon).

En secteur rural, un ralentissement de l'activité a été constaté.

En revanche, les nouvelles OPAH ont connu un démarrage rapide, à hauteur de l'engagement contractuel, voire un dépassement de l'objectif annuel (Prorata temporis pour 2009). Cet état de consommation s'explique par la mise en instance de dossiers en attente de l'OPAH et agréés dès leur lancement.

Pour le secteur diffus

Propriétaires occupants :

Le rythme de dépôts de dossiers a été soutenu et régulier. L'examen statistique des dossiers déposés a permis d'évaluer le rythme moyen de dossiers recevables à 50 dossiers par mois. Le nombre de bénéficiaires a presque triplé (576 en 2009 contre 212 en 2008).

Propriétaires bailleurs :

Stock 2008

Les engagements ont porté sur 1,02 M€ correspondant à des dossiers déposés en 2008 n'ayant pu être agréés cette même année faute de budget suffisant. Le stock a été totalement résorbé.

PB diffus 2008 agréés en 2009	Total logements réalisés	LC	LI	LCTS
	90	48	35	6

Dossiers 2009 :

Pour la cité radieuse de Briey, la troisième tranche de travaux réalisée en 2009 fut prise en compte grâce à une dotation spécifique de 0,10 M€. A noter que quelques dossiers ont été subventionnés au regard du programme d'action 2009 (logements très sociaux, logements occupés). Il s'agit de 4 logements très sociaux dans l'OPAH CCPO (2 financés avant l'OPAH et 2 après la mise en place), 2 logements à Audun-le-Roman en arrêté de péril, un logement locatif occupé (maintien à domicile d'une personne âgée).

État de la consommation au 31/12/2009

Types de secteurs	Demandeurs	Consommation en €	Logements					
			Nombre	LC	LI	LCTS	Très dégradé	LHI
OPAH	PB	2 995 719	221	177	12	5	40	52
	PO	660 274	225				13	6
DIFFUS	PB	1 134 902	97	51	35	9	16	13
	PO	1 640 797	576				62	4
	Dossier à l'immeuble	118 279	249					
Total		6 549 971	1 368	228	47	14	131	75

Les résultats de l'année 2009 et le rappel 2008 sont détaillés dans le tableau de bord en annexe 1.

L'application des mesures d'optimisation prises en 2008 et reconduites en 2009, ainsi que le respect strict du cadrage budgétaire ont permis d'assainir la situation budgétaire.

Ainsi, le montant du stock au 31 décembre 2009, constitué essentiellement de dossiers de propriétaires bailleurs (dont certains incomplets) s'est établi à 270 000 €.

1.3. Objectifs et dotation 2010

Objectifs 2010

L'année 2010 marque un tournant important pour l'Agence, tant dans son mode opératoire que dans ses priorités. Le projet de circulaire de programmation traduit ces évolutions majeures.

En ce qui concerne le circuit de répartition des -crédits la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009 et les décrets d'application des 4 septembre et 24 décembre 2009 précisent les responsabilités respectives du conseil d'administration et des délégués de l'Anah dans les régions et les départements :

- le conseil d'administration, qui comprend désormais un tiers d'élus locaux et nationaux, détient des pouvoirs étendus, il fixe les niveaux national et régionaux des capacités d'engagement de l'Anah et il délibère sur le projet de répartition régionale des objectifs d'intervention ; il s'appuie sur de nouveaux organes de gouvernance : comité financier et comité d'évaluation et de suivi ;
- les préfets de région, s'appuyant sur les DREAL, fixent la répartition infra régionale des enveloppes budgétaires annuelles et consolident les engagements pluriannuels, en lien avec les préfets de département et leurs services, après avis préalable du Comité régional de l'Habitat,
- les préfets de département, délégués locaux de l'Anah formulent les demandes de l'ensemble des territoires. Ils sont les interlocuteurs directs des collectivités territoriales et signent avec elles les dispositifs de délégation de compétence ou d'opérations programmées après avis des délégués régionaux.

En ce qui concerne les priorités d'intervention, les nouvelles orientations ministérielles pour la période 2010-2012 renforcent la dimension solidaire et écologique de l'action de l'agence :

- solidarité renforcée à l'égard des occupants d'habitat indigne ou très dégradé,
- solidarité à l'égard des propriétaires occupants modestes, tout particulièrement en milieu rural avec deux axes principaux : favoriser la rénovation thermique et l'adaptation à la perte d'autonomie.

Des objectifs quantitatifs seront désormais fixés pour cette deuxième action.

Ces orientations se démarquent notablement des anciens objectifs, en particulier, pour les logements locatifs, c'est le traitement de l'habitat indigne ou très dégradé qui justifiera au premier chef l'intervention de l'Anah, la production de logements à loyer et charges maîtrisés en étant le plus souvent le corollaire.

Une enveloppe budgétaire de 466,9M€ au titre des interventions ordinaires : en évolution de +4% par rapport aux enveloppes 2009 hors plan de relance devrait être mise en place et répartie par région.

En plus de ces 466,9 M€, pourraient s'ajouter, au second semestre 2010, 30 M€ de crédits dans le cadre de la mise en œuvre du programme 2010-2017 d'aide à la rénovation thermique des logements privés créé par la LFR2010 dans le cadre des investissements d'avenir. Les conditions d'emploi de ces primes devraient vous être précisées pour la préparation «des tables rondes départementales de la précarité énergétique»

Des enveloppes régionales devaient être également mises en place pour l'affectation de crédits à :

- l'humanisation des centres d'hébergement, pour un montant global de 19,8M€ (y compris Plan de relance) ;
 - la poursuite des actions d'ingénierie dans les dispositifs programmés hors délégation de compétence, pour un montant global de près de 9M€.
- Pour la bonne réalisation de ses objectifs, l'Anah devrait privilégier le partenariat avec les collectivités territoriales et leurs groupements. Il sera tenu compte, pour la répartition infra régionale des crédits, du suivi des engagements contractuels et, pour les futurs engagements pluriannuels, des politiques ou projets locaux en cours d'élaboration, notamment :
- ceux concernant la réalisation des projets du programme national de requalification de quartiers anciens dégradés (PNRQAD), ainsi que ceux non retenus et dirigés vers des dispositifs de type OPAH-Rénovation Urbaine ;
 - et les dispositifs projetés dans le cadre de la mise en œuvre locale du plan de rénovation thermique, notamment au titre du Fonds national d'aide à la rénovation thermique des logements privés, dont la gestion a été confié à l'Anah.

Budget 2010

La déclinaison régionale de l'enveloppe budgétaire de la 466,9 M€ au titre des interventions ordinaires a fait l'objet d'une décision du conseil d'administration en date du 5 mai 2010.

Pour la Lorraine, le montant prévisionnel annoncé de la dotation régionale pour 2010 est :

- de 25 956 000 € au titre des crédits ordinaires ;
- et de 3 046 000 € au titre des crédits du FART (Fonds d'aide à la rénovation thermique) issus du volet logement du Grand emprunt.

Les dispositifs juridiques et financiers de mobilisation de cet outil sont actuellement en cours de réflexion. Les conditions d'emploi des primes FART devraient être précisées pour la préparation des « tables rondes de la précarité énergétique », que le ministre demandera d'organiser prochainement.

Les objectifs régionaux annoncés sont les suivants :

- en nombre de logements

Logement indigne (LHI) et très dégradé (LTD)							Loyer maîtrisé			Copro
LHI PO	LHI PB	LHI Copro	LTD PO	LTD PB	LTD Copro	PO	LI	LC	LCTS	en difficulté
90	210	50	90	100	50	4 000	130	150	75	100

(PO : propriétaire occupant - PB : propriétaire bailleur - LHI : lutte contre l'habitat indigne - LTD : lutte contre l'habitat très dégradé - LI : logement intermédiaire - LC : logement conventionné social - LCTS : logements conventionnés très social).

Les priorités de l'Anah se concentrent en 2010 sur :

- le traitement de l'habitat indigne et très dégradé ;
- pour les logements de propriétaires occupants modestes, l'aide à la rénovation thermique et à l'adaptation à la perte d'autonomie (handicap et dépendance)

L'Anah n'a donné aucune consigne pour répartir les crédits, mais invite les régions à respecter les objectifs assignés et à optimiser les moyennes de subvention.

L'enveloppe proposée aux territoires tient compte des engagements signés, des programmes identifiés comme prioritaires à engager en 2010 et d'une dotation pour couvrir les objectifs qui sont assignés aux PO (hors LHI et LTD).

Dans la mesure où les crédits sont contraints, il est demandé aux territoires de gestion d'optimiser leurs subventions et de réorienter au mieux leurs prévisions de financements sur les loyers conventionnés vers les PO afin de respecter les directives nationales.

Un bilan sera réalisé à mi-parcours, afin de préciser les prévisions de réalisation des territoires de gestion pour redéploiement éventuel.

Les objectifs chiffrés en nombre de logements de la délégation de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2010 (hors territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et du territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataire des aides à la pierre) seront formalisées dans l'annexe 2 (à insérer dès répartition définitive de l'enveloppe infrarégionale).

Pour la délégation 54 hors délégataires, la proposition budgétaire au 5 mai 2010 est la suivante :

		Objectifs annuels des conventions (en lgts)							
		Budget	Propriétaires bailleurs (PB)				Propriétaires occupants (PO)		
		2010	LC/LCTS	LI	LHI	LTD	LHI	LTD	Hors LHI et LTD
54 Anah	7 OPAH signées	2 164 500 €	120	26	21	50	15	31	176
	3 nouveaux programmes	1 023 900 €	39	13	11	31	5	32	44
	PO diffus	954 100 €					503		
	Total	4 142 500 €	159	39	32	81	723		

Pour les propriétaires bailleurs, le budget prévisionnel ne permet pas de financer, outre les dossiers en secteur diffus déjà totalement exclus dans le programme d'action 2009 :

- le logement occupé indigne hors OPAH ;
- le logement très social hors OPAH. En OPAH, le financement des logements très sociaux n'étant pas prévu dans les conventions d'OPAH, la question de la production de ce type de logements est en suspens et doit être examinée en lien avec les services concernés (DDCS, PDALPD) afin de définir les conditions de mise en œuvre (budget non contractualisé, interventions des opérateurs, régime d'aides applicables : taux de subvention et plafond subventionnable.).

L'OPAH de la CC de Briey.

Le lancement 2010 reste d'actualité en fonction de la dotation définitive et du taux de consommation sur les programmes en cours.

2ème partie : Dispositions du programme d'actions

1.1. La hiérarchisation des priorités

Chaque délégation locale doit disposer d'une grille de priorités dans son programme d'actions en cohérence avec la circulaire relative à la programmation des actions et des crédits de l'Anah.

Pour rappel :

Les subventions de l'Anah ne sont jamais un droit acquis. La décision est prise au niveau local. Pour ce faire, les priorités nationales sont adaptées en fonction des contextes propres à chaque territoire et des moyens disponibles. Chaque projet est étudié sous ses différents aspects : social, technique et montage financier.

L'article 11 du RGA (Règlement Général de l'Anah) prévoit que la CAH ou le président du département ou de l'EPCI délégataire apprécie l'opportunité de la prise en compte des travaux envisagés en fonction de l'intérêt économique, social, environnemental et technique du projet, de la situation du marché locatif local, des secteurs programmés, des orientations définies par les PLH ainsi que des Programmes d'Actions Départementaux, et que des refus motivés peuvent être notifiés sur ces bases.

Les engagements se font au fur et à mesure des CLAH. Il convient dès lors de définir préalablement les règles de priorité qui contribueront à l'opposabilité des décisions prises et de les inclure dans le Programme d'actions.

Les critères de sélectivité pour l'année 2010 hors territoires des délégataires figurent dans l'annexe 3 du présent programme.

1.2. L'optimisation de la dotation budgétaire

Pour rappel :

Certaines dotations peuvent se révéler insuffisantes pour faire face aux besoins du territoire.

Le règlement général de l'Anah autorise la CAH à limiter les déplafonnements et le montant des subventions dont le coût est jugé excessif, afin d'ajuster les moyens disponibles aux objectifs du territoire. Il permet encore d'augmenter la durée du conventionnement de 9 ans pour la porter à 12 ou 15 ans.

Ces règles doivent être précisées dans le Programme d'actions.

Pour prendre en compte le contexte budgétaire national et régional, une optimisation de la dotation nécessite d'appliquer des dispositions spécifiques, celles-ci sont proposées dans une annexe 4

Enfin, il est rappelé que les taux de subventions de l'Anah sont des taux maximums qui peuvent être minorés en fonction de l'intérêt économique, social, environnemental et technique du projet envisagé.

1.3. La modulation des loyers

Le dispositif du conventionnement Anah en vigueur depuis le 1er octobre 2006 a fait l'objet d'ajustements des niveaux de loyers selon la délibération du conseil d'administration de l'Anah du 6 décembre 2007 commentée dans l'instruction n° 2007-04 du 31 décembre 2007. Ces ajustements sont fonction de la tension réelle et observable du marché local.

Ainsi, la CLAH doit fixer les loyers plafonds en appliquant, dans le respect des plafonds de zones définis annuellement par circulaire, des règles particulières selon le type de loyers et le conventionnement avec ou sans travaux.

En Meurthe-et-Moselle, une réflexion sur le niveau des loyers avait été menée sur la base du bilan du Programme d'Intérêt Général "Plan de cohésion sociale", des études préalables aux OPAH et de leurs bilans, et de dires d'experts, et a conduit à l'adoption de dispositions à compter du 1er juillet 2008.

Compte tenu de la stagnation des loyers de marché et de la faible variation des valeurs nationales des loyers plafonds des conventions, les loyers adaptés par zones géographiques ont été maintenues

Un réexamen de ces dispositions est prévu pour plusieurs raisons :

- la référence aux loyers de marché (CLAMEUR) est à comparer,
- un travail d'harmonisation est à mener avec les départements limitrophes.

Les résultats de ce travail et les dispositions nouvelles seront soumis en CLAH.

1.4. L'ingénierie et les programmes

Pour rappel :

Plus de 30 ans de politique de réhabilitation urbaine menée, en particulier grâce aux opérations programmées de l'habitat (OPAH), ont montré l'efficacité des dispositifs mis en place et la pertinence du partenariat collectivités territoriales – État – Agence Nationale de l'Habitat pour déclencher chez les acteurs privés des dynamiques de réinvestissement,

Le Programme d'actions doit s'interroger sur les OPAH, PIG, PST, Plan de sauvegarde, OPAH copropriétés dégradées en cours ou à mettre en oeuvre sur le territoire pour réaliser les objectifs de l'habitat privé,

Les circulaires de novembre 2002, de mars et de juillet 2005 donnent à chacune des délégations et chacun des délégataires les dispositifs nécessaires pour conduire, en partenariat avec les collectivités territoriales concernées, une véritable politique de l'habitat privé sur le territoire.

Ce mode d'intervention est en effet le plus adapté pour donner toute efficacité aux interventions sur le parc privé du fait de l'implication de la collectivité maître d'ouvrage et de l'action de l'équipe d'animation.

Suite au contexte budgétaire de l'année 2008, le lancement de nouvelles OPAH avait été différé en 2009. Plusieurs études menées en 2008 et 2009 sur différents territoires ont conduit au lancement en 2009 de 4 opérations :

- Communauté de Communes du Pays de Pont-à-Mousson,
- Communauté de Communes du Pays de l'Orne,
- Communauté de Communes d'Entre Meurthe et Verduette,
- Communauté de Communes du Badonvillois.

Les programmes en cours à ce jour sont les suivants (hors territoires de la CUGN et de la CCBP) :

7 OPAH actives :

Communauté de Communes du pays de Colombey et du Sud Toulais	(08/11/2007 au 08/11/2010),
Communauté de Communes de la Vezouze	(03/12/2007 au 03/12/2010),
Communauté de Communes du Val de Meurthe	(14/12/2007 au 14/12/2010),
Communauté de Communes du Pays de Pont-à-Mousson	(27/03/2009 au 27/03/2012),
Communauté de Communes du Pays de l'Orne	(04/08/2009 au 04/08/2012),
Communauté de Communes d'Entre Meurthe et Verduette	(20/08/2009 au 20/08/2012),
Communauté de Communes du Badonvillois	(27/08/2009 au 27/08/2010).

Le programme prévisionnel des OPAH, PST, PIG est le suivant (hors territoires de la CUGN et de la CCBP) :

Projets d'OPAH en 2010 :

Collectivités	Opérations	Inscription à la programmation régionale
Communauté de communes Pays Haut Val d'Alzette	OPAH interdépartementale avec la Moselle	prioritaire
Communauté de communes du Lunévillois	OPAH RU centre ancien	prioritaire
Communauté de communes de l'Agglomération de Longwy	OPAH	prioritaire
Communauté de communes du Pays de Briey	OPAH	en instance de décision selon budget
Communauté de communes du Saintois au Vermois	Étude pré opérationnelle rendue en septembre 2008	non retenue
Communauté de communes du Pays du Sel et du Vermois	Prolongation d'OPAH sollicité par la collectivité au titre de la lutte contre l'habitat indigne	non retenue

Etudes d'OPAH en 2010 en vue du lancement du programme en 2011 :

Commune de Toul	OPAH RU centre ancien
Communauté de communes du Cristal	Délaissés d'OPAH

Un tableau de la situation des OPAH au 25 mars 2010 est joint en annexe.

1.5. La communication et la formation

Une attention particulière est à accorder à la communication vis-à-vis des bénéficiaires des aides de l'Anah que sont les propriétaires. Ils doivent avoir accès à une information claire et précise pour connaître au mieux les modalités d'intervention de l'Anah et les conditions en vigueur localement. Cette communication est le travail quotidien du personnel de la délégation locale de l'Anah et repose sur une maîtrise de la réglementation. La généralisation à l'ensemble des secteurs programmés des fiches d'information pour présenter au mieux les dispositions applicables en matière de loyer maîtrisé va être poursuivie. La communication verbale est en effet bien souvent insuffisante pour permettre un accès aisé à une information qui se révèle par définition vaste et complexe d'un premier abord.

Le plan de communication et de formation de la délégation pour l'année 2010 se trouve en annexe 5.

1.6. La gestion de la qualité et les contrôles

Pour rappel :

Les subventions de l'Anah proviennent d'une dotation budgétaire attribuée chaque année par le Conseil d'Administration, ce qui impose, s'agissant de fonds publics, une utilisation la plus rigoureuse possible.

L'attribution de subventions en contrepartie d'engagements significatifs des propriétaires bailleurs sur une longue durée confère à l'Anah une vocation sociale qu'il convient de faire respecter.

Au vu de ces enjeux, une des missions de la délégation de l'Anah est :

- de vérifier l'usage efficient de l'argent public,
- d'assurer le plus grand respect de la déontologie,
- de veiller à l'image de marque de l'Anah afin que sa crédibilité ne soit pas remise en cause.

La politique de contrôle menée au sein de la délégation locale de l'Anah doit reposer sur :

- une charte des dossiers sensibles sur la base de laquelle l'instruction de certains dossiers est assurée de façon spécifique,
- un contrôle hiérarchique effectué par le délégué local ou son représentant sur les dossiers instruits à l'engagement et au paiement,
- un contrôle des engagements d'occupation réalisés par sondage sur les dossiers soldés 3 années auparavant. Ce contrôle est susceptible d'être repris par le niveau central,
- un contrôle ciblé des logements faisant l'objet d'une demande de conventionnement sans travaux. L'ensemble des logements conventionnés sociaux et très sociaux feront l'objet d'une visite systématique, les logements conventionnés en loyer intermédiaire par échantillonnage.

Une réflexion sur la charte des dossiers sensibles est à engager pour adapter au mieux cette charte aux données actuelles (critères définissant les dossiers sensibles, moyens en personnel de la délégation...).

Les contrôles reposent également sur des partenariats extérieurs instaurés pour certains depuis de nombreuses années. Ainsi, la Brigade de Contrôle et de Recherche des Impôts a un droit de communication sur les dossiers Anah. Par ailleurs, les contrôles des logements réalisés par la CAF dans le cadre du versement de l'allocation logement constituent une source d'information à exploiter.

Ils doivent être poursuivis, voire développés pour ce qui concerne le conventionnement sans travaux. Ainsi, en sus de la vérification systématique des niveaux de loyer et de ressources des locataires réalisée pour toute convention conclue avec l'Anah, un contrôle de la décence sera fait sur des dossiers choisis en s'appuyant sur la connaissance des contextes locaux.

Enfin, une organisation spécifique a été mise en place pour traiter au mieux les signalements relatifs aux logements très sociaux financés par l'Anah.

1.7. Les partenariats

L'action de la délégation locale de l'Anah menée pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés repose en grande partie sur des partenariats. Outre les partenariats instaurés avec les collectivités locales dans le cadre d'opérations programmées et les relations qui se développent avec les instances représentatives des propriétaires, la délégation locale est en lien avec différents partenaires extérieurs dont les principaux sont décrits ci-après :

La mise en place du dispositif partenarial développé et piloté par la CAF pour lutter contre le logement non décent s'est poursuivie en 2008 et a conduit au lancement effectif de l'application extranet (base de données accessible à l'ensemble des partenaires).

La délégation a inscrit dans ses activités la participation active à ce dispositif pleinement opérationnel depuis début 2009.

La délégation est amenée à travailler régulièrement avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) pour les dossiers d'insalubrité et ceux concernés par des risques d'exposition au plomb, ainsi que depuis 2009 pour les travaux d'humanisation des structures d'hébergement.

Une intervention concertée est à mettre en place au niveau de la production de logements très sociaux (Programme Social Thématique avec le département), notamment en secteurs programmés. L'opportunité foncière, co-validée par le Conseil Général et l'Etat, co-pilotes du Plan Départemental pour le Logement des Personnes Défavorisées, permet de s'assurer au mieux du besoin de logement très social au regard des familles en attente de ce type d'habitat adapté.

Une réflexion est à mener en 2010 d'une part sur la production de ce type de logements et d'autre part sur la sortie du conventionnement des logements concernés.

Par ailleurs, un bilan du conventionnement sans travaux (notamment en loyer social) pourrait servir de base pour engager une réflexion sur le développement de l'offre de logements à loyers maîtrisés, hors octroi de subvention Anah.

1.8. Le développement durable

Afin d'améliorer la performance énergétique des logements du parc privé, l'Anah rend obligatoire dans certains cas, à compter du 1er janvier 2009, une évaluation énergétique (Diagnostic de Performance Énergétique) avant et après travaux, pour l'octroi de ses subventions. (relevé des décisions prises par le Conseil d'Administration de l'Anah en séance du 3 juillet 2008)

Des éco-primes pourront être accordées : 2000€ par logement aux propriétaires bailleurs (PB) et 1000€ aux propriétaires occupants très sociaux (PO TSO) au titre des économies d'énergie, selon les dispositions prévues par le Conseil d'Administration de l'Anah.

Pour les propriétaires occupants, l'éco-subvention sera renforcée et transformée en « Aide de Solidarité Ecologique », qui pourra venir en complément du crédit d'impôt « développement durable ». Pour ce faire, un fond spécifique dénommé « fond national d'aide à la rénovation thermique des logements privés » sera mis en place ; sa gestion sera confiée à l'Anah.

Pour les propriétaires bailleurs, l'obtention de la prime devait en 2009 faire l'objet d'un projet subventionné lui permettant d'être classé après travaux au moins en étiquette énergie « C » (niveau fixé localement par la Commission d'Amélioration de l'Habitat du 18/12/2008).

DELEGATION LOCALE DE MEURTHE ET MOSELLE

ANNEXES

annexe	1	Tableau de bord de l'Anah et bilan au regard des objectifs pour 2009
annexe	2	Objectifs pour 2010
annexe	3	Grilles de priorités
annexe	4	Dispositions particulières pour l'instruction des dossiers
annexe	5	Plan de communication et de formation (document consultable à la DDT 54 – délégation Anah)
annexe	6	Adaptation des loyers conventionnés (sera annexée après actualisation des loyers de marché et passage en CLAH)
annexe	7	Situation des OPAH au 25 mars 2010 (document consultable à la DDT 54 – délégation Anah)

ANNEXE 1

DELEGATION LOCALE DE MEURTHE ET MOSELLE

Bilan au regard des objectifs pour 2009 (en nombre de logements)

Le tableau ci-après présente les objectifs de l'Agence déclinés en nombre de logements par types d'intervention.

Type d'intervention	Propriétaires bailleurs (PB)		Propriétaires occupants (PO)	
	Objectif Meurthe-et-Moselle 2009 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)	Bilan Meurthe-et-Moselle 2009 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)	Objectif Meurthe-et-Moselle 2009 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)	Bilan Meurthe-et-Moselle 2009 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)
Logements à loyers maîtrisés	195	289		
Dont logements conventionnés Très Sociaux	20	14		
Dont logements conventionnés Sociaux	125	228		
Dont logements à loyers Intermédiaires	50	47		
Logement indignes ou très dégradés	71	121	51	84
Logement indigne	46	65	29	10
Logement très dégradé	25	56	22	75
Economies d'énergie			250	360

ANNEXE 2

DELEGATION LOCALE DE MEURTHE ET MOSELLE

Objectifs pour 2010 (en nombre de logements)

Le tableau ci-après présente les objectifs de l'Agence déclinés en nombre de logements par types d'intervention, par décision du CAR du 28 juin 2010 :

Type d'intervention	Propriétaires bailleurs (PB)	Propriétaires occupants (PO)
	Objectif Meurthe-et-Moselle 2010 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)	Objectif Meurthe-et-Moselle 2010 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)
Logements	89	723
Dont logements conventionnés Très Sociaux	19	Non concerné
Dont logements conventionnés Sociaux	20	Non concerné
Dont logements à loyers Intermédiaires	50	Non concerné
Logements indignes ou très dégradés	59	40
Indigne	40	20
Très dégradé	19	20
Economies d'énergie	Non défini	Non défini

PO : Propriétaire occupants - PB : Propriétaires bailleurs

ANNEXE 3

DELEGATION LOCALE DE MEURTHE ET MOSELLE

GRILLE DE PRIORITES

pour les dossiers déposés à compter du 01 janvier 2010

hors territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et hors territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey (délégataires des aides à la pierre)

PROPRIETAIRES BAILLEURS

Priorités	Types d'intervention
1	Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé, notamment travaux de sortie d'insalubrité, de saturnisme, de péril pour tous les logements y compris ceux soumis à la loi de 1948, sous condition de conventionnement du logement (loyer social, très social, intermédiaire)
2	Lutte contre la précarité énergétique
3	Interventions spécifiques à caractère social (travaux d'accessibilité et d'adaptation, propriétaires bailleurs de ressources modestes, organismes agréés, locataires défavorisés) si le logement est conventionné (loyer social, très social, intermédiaire) Pour les logements en loyer libre seul le surcoût des travaux « adaptation handicap » sera éligible

ANNEXE 3

DELEGATION LOCALE DE MEURTHE ET MOSELLE

GRILLE DE PRIORITES

pour les dossiers déposés à compter du 1er janvier 2010

hors territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et hors territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey (délégataires des aides à la pierre)

PROPRIETAIRES OCCUPANTS

Priorités	Types d'intervention
1	1.1. Travaux de sortie d'insalubrité, de saturnisme, de péril 1.2. Interventions spécifiques à caractère social (travaux d'accessibilité et d'adaptation) 1.3. Logements occupés par un propriétaire « très social » 1.4. Travaux permettant des économies d'énergie 1.5. Travaux répondant aux thématiques prioritaires en secteur programmé (OPAH)
2	2.1. Mise aux normes de confort de logements ne possédant pas les 3 éléments de confort 2.2. Travaux de mise en sécurité : électricité, gaz, prévention des risques d'accidents, mise aux normes d'ascenseur... 2.3. Travaux d'amélioration de logements au profit de la santé des habitants : présence de radon, amiante, humidité, lutte contre le bruit, qualité de l'air intérieur, solutions passives pour le confort thermique d'été...

ANNEXE 4

DELEGATION DE MEURTHE ET MOSELLE

Dispositions particulières annexées aux critères de priorité

pour les dossiers déposés à compter du 01 janvier 2010

hors territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et hors territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey (délégataires des aides à la pierre)

1. Secteur diffus

Ne sont plus subventionnés les projets des propriétaires bailleurs (PB)
sauf les logements occupés insalubres avec obligation d'un conventionnement social après travaux, sauf PST relevant du Plan Départemental pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDLPD) .
Modalités d'intervention des aides Anah
Accord d'une subvention uniquement dans le cadre d'un projet de rénovation global du logement, Minoration des taux de travaux subventionnables de 10 points en zone B et de 5 points en zone C, Minoration de 50 € du plafond de travaux subventionnable en zone B et en zone C, Suppression de la prime à la vacance du logement, Suppression des déplafonnements pour insalubrité (taux et plafond) - sauf dans le cas d'arrêté d'insalubrité ou de péril (Municipal, Préfectoral...) - sauf logement occupé insalubre. Pas de subventionnement de transformations d'usage (hangars, granges, bâtiments agricoles, combles...) - sauf extension d'un logement dans les combles - sauf communes soumises aux obligations de la loi SRU, zones tendues, besoins de logements spécifiques, communes ayant des opportunités foncières très réduites (ex : zones inondables, affaissements miniers...)
Propriétaires Occupants
PO TSO : prise en compte de tous travaux relevant des critères Anah, PO Standard : prise en compte des travaux d'économie d'énergie et de mise aux normes du logement. PO adaptation au handicap

2. Secteur programmé :

OPAH actives :

OPAH futures : intégration des nouvelles mesures dans les futures conventions.

Modalités d'intervention des aides Anah pour les propriétaires bailleurs (PB)
Minoration des taux de travaux subventionnables de 5 points en zone B, sauf contractualisation spécifique dans les OPAH futures en cas de prolongation de la durée de conventionnement (12 ou 15 ans au lieu de 9 ans) Minoration de 50 € du plafond de travaux subventionnable en zone B et en zone C, Suppression de la prime à la vacance du logement, Suppression des déplafonnements pour insalubrité (taux et plafond) - sauf dans le cas d'arrêté d'insalubrité et de péril (Municipal, Préfectoral...) - sauf logement occupé insalubre. Pas de subventionnement de transformations d'usage (hangars, granges, bâtiments agricoles, combles...) - sauf extension d'un logement dans les combles, - sauf communes soumises aux obligations de la loi SRU, zones tendues, besoins de logements spécifiques, communes ayant des opportunités foncières très réduites (ex : zones inondables, affaissements miniers...), - sauf besoins spécifiques identifiés par l'étude pré-opérationnelle et contractualisés dans la convention d'OPAH.
Pas de changement pour les propriétaires occupants (PO)

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/021 du 5 août 2010 portant autorisation de portée locale relatif à la circulation des véhicules à 44 tonnes pour les récoltes agricoles 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Champ d'application

Le présent arrêté, applicable uniquement sur les routes du département de Meurthe-et-Moselle, concerne exclusivement le transport de produits de récoltes agricoles répertoriés à la nomenclature figurant à l'annexe 1 du règlement CEE du 23 juillet 1987 aux chapitres :

- . 7 - légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires,
- . 8 - fruits comestibles,
- . 10 - céréales,
- . 12 - graines et fruits oléagineux, graines, semences et fruits divers, plantes industrielles et médicinales, pailles et fourrages.

Il est applicable jusqu'au 15 octobre 2010

Pour l'application du présent arrêté, les véhicules concernés par le transport des produits de récoltes agricoles doivent être conformes au code de la route en terme de gabarit, c'est-à-dire de longueur et de largeur. Seule la masse peut être supérieure aux limites générales du code de la route sous les conditions fixées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Caractéristiques techniques des véhicules autorisés :

Le transport des récoltes agricoles, tel que défini à l'article 1, effectué par des ensembles de véhicules de plus de 4 essieux et dont le poids total roulant excède 40 tonnes est régi par les dispositions du code de la route et les règles dérogatoires énoncées ci-après :

- Le poids total roulant d'un véhicule articulé, d'un ensemble composé d'un véhicule à moteur et d'une remorque ne doit pas dépasser 44 tonnes ;
- Les charges maximales par essieu doivent respecter les limites définies par les articles R312-5 et R312-6 du code de la route ;
- Le poids total roulant autorisé (PTRA) du véhicule tracteur est de 44 tonnes au minimum ;
- Le poids total autorisé en charge (PTAC) de la semi-remorque est de 37 tonnes au minimum ;
- La benne de la semi-remorque doit mesurer 9,50 m minimum (longueur intérieure), hors vérin ou avoir un volume utile d'au moins 48 m3 (par construction et sans ajout de ridelles) ;
- La surélévation des bennes par des ridelles est interdite.

Article 3 - Règles de circulation :

Ces transports sont soumis aux autres obligations générales du code de la route et aux prescriptions particulières édictées par les arrêtés spécifiques (municipaux, départementaux et préfectoraux) réglementant la circulation sur certaines sections de voies dont la traversée des agglomérations, des ouvrages d'art et des chantiers.

Article 4 – Itinéraires :

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et 3, la circulation à 44 tonnes des véhicules participant exclusivement au transport de récoltes agricoles est autorisée sur les routes du département de Meurthe-et-Moselle au départ du lieu de chargement (ou de la limite du département, si le lieu de chargement est extérieur au département de Meurthe-et-Moselle) jusqu'au lieu de déchargement (ou de la limite du département, si ce lieu est extérieur au département).

Les véhicules emprunteront les voies les mieux adaptées et les plus directes en fonction des interdictions ou des restrictions de circulation, notamment en terme de tonnages, qui devront être respectés.

Lorsque le lieu de chargement ou de déchargement est situé hors du département de Meurthe-et-Moselle, la circulation du véhicule devra bénéficier d'autorisations similaires sur l'ensemble de son itinéraire, dans les autres départements traversés.

Article 5 - Responsabilités :

Les bénéficiaires du présent arrêté et leurs ayants-droit sont responsables vis-à-vis de l'Etat, des départements, des communes traversées, des opérateurs de télécommunications, d'EDF, de la SNCF et de RFF, des accidents de toute nature, des dégradations ou des avaries qui pourraient éventuellement être occasionnés aux routes, à leurs dépendances, aux ouvrages d'art, aux lignes des opérateurs de télécommunications, aux lignes électriques, ainsi qu'aux ouvrages et canalisations diverses, à l'occasion de ces transports.

Article 6 – Contrôles :

Une copie du présent arrêté doit se trouver à bord du véhicule en plus des documents et titres de transports, tels que précisés au titre II du décret n°99-752 du 30 août 1999 modifié, relatif aux transports routiers de marchandises.

Des contrôles spécifiques seront prévus afin de s'assurer du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 7 - Publication :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur de la DREAL Lorraine,
- Monsieur le Directeur de la DIR EST,
- Messieurs les Sous-Préfets,
- Monsieur le Directeur Régional de RFF,
- Monsieur le Directeur Régional de la SNCF,
- Monsieur le Directeur de la SANEF,
- Monsieur le Directeur de la SAPRR,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine,

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 5 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST*Direction***Décision AHME n° 2010-01 en date du 9 juin 2010 portant application de la modification du règlement de police pour la navigation de la Moselle, adoptée le 05 juin 2009 par la Commission de la Moselle**

Vu la Convention entre la République Française, la République Fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg, en date du 27 octobre 1956 au sujet de la canalisation de la Moselle, notamment son article 32,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu l'arrêté du 20 décembre 1974 fixant le Règlement Particulier de Police de la navigation sur la rivière de la Moselle,

Vu la décision en date du 8 mars 1995 de la Commission de la Moselle adoptant un nouveau Règlement de Police pour la Navigation de la Moselle,

Vu la décision CM/2008-I-6 prise par la Commission de la Moselle dans sa session ordinaire du 05 juin 2009, relative à l'adoption des amendements aux articles 1.01, 1.08, 1.10, 3.02, 4.06, 6.08, 8.01 et 8.07 du règlement de police pour la navigation de la Moselle (RPNM) applicables sur la Moselle entre Metz (en amont de la porte de Wadrinau) et le port de Neuves-Maisons,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juin 1998 portant application du Règlement de Police pour la Navigation de la Moselle (RPNM) modifié en dernier lieu par l'arrêté du 13 mars 2008,

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.113 en date du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, notamment l'article 1^{er},

Vu l'arrêté préfectoral DRCLAJ n° 2009-58 du 25 novembre 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, Chef de la Navigation du Nord-Est, notamment l'article 1^{er},

D E C I D E

Article 1^{er} : Conformément aux dispositions du Règlement Particulier de Police pour la Navigation de la Moselle, les articles du RPNM 1.01, 1.08, 1.10, 3.02, 6.08 et 8.01 ci-annexés sont applicables sur la Moselle, entre Metz (en amont de la porte de Wadrinau) et le port de Neuves-Maisons, à compter de l'entrée en vigueur de la présente décision.

Article 2 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures départementales de Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Cette décision sera également portée à la connaissance des usagers par voie d'avis à la batellerie.

Le chef du service de la navigation du Nord-Est,
Jean-Philippe MORETAU

A N N E X E

Les articles 1.08, 1.10, 3.02, 6.07, 6.08 et 8.01 du Règlement de Police pour la Navigation de la Moselle (RPNM) sont mis en vigueur sur la Moselle entre Metz (en amont de la porte de Wadrinau) et le port de Neuves-Maisons.

Article 1.08 – Construction, gréement et équipages des bâtiments

1. Les bâtiments doivent être construits et grésés de manière à assurer la sécurité des personnes se trouvant à bord et celle de la navigation et de manière à pouvoir satisfaire aux obligations du présent règlement.

2. Tous les bâtiments doivent avoir un équipage suffisamment nombreux et qualifié pour assurer la sécurité des personnes se trouvant à bord et celle de la navigation.

3. Ces conditions sont considérées comme satisfaites lorsque la construction, le gréement, l'équipage et l'exploitation des bâtiments sont conformes soit aux dispositions du Règlement de visite des bateaux du Rhin, soit aux prescriptions particulières équivalentes de l'un des États riverains de la Moselle et que :

a) les bâtiments sont munis d'un certificat de visite et d'un livre de bord conformes au Règlement de visite des bateaux du Rhin ou des documents en tenant lieu. L'équipage minimum correspondant doit découler de l'un des documents mentionnés dans la 1^{ère} phrase ;

b) la preuve de la qualification des membres de l'équipage est fournie au moyen d'un livret de service conforme au modèle rhénan ou de l'un des documents prévus dans le Règlement relatif à la conduite de bâtiments sur la Moselle. Ceci ne s'applique pas aux menues embarcations.

4. Sans préjudice du chiffre 3, les moyens de sauvetage individuels inscrits au n° 44 du certificat de visite ou dans le document en tenant lieu doivent être disponibles dans une répartition correspondant au nombre d'adultes et d'enfants parmi les passagers, seuls des gilets de

sauvetage en matière solide conformes aux normes mentionnées à l'article 10.05, chiffre 2, du Règlement de visite des bateaux du Rhin étant admis pour les enfants d'un poids corporel inférieur ou égal à 30 kg ou d'un âge inférieur à six ans.

Article 1.10 – Documents de bord et autres papiers

1. Les certificats et autres documents ci-après doivent se trouver à bord lorsqu'ils sont prescrits par des dispositions particulières :

- a) le certificat de visite du bâtiment ou le document en tenant lieu,
- b) la patente du conducteur du bâtiment ou un document en tenant lieu et, pour les autres membres de l'équipage, le livret de service dûment rempli ou la patente de batelier du Rhin ou un document en tenant lieu,
- c) le livre de bord dûment complété, y compris l'attestation visée à l'annexe K du Règlement de visite des bateaux du Rhin, ou une copie de la page du livre de bord comportant les indications relatives aux temps de navigation et de repos observés sur le bateau à bord duquel le membre d'équipage a effectué le dernier voyage, ou le document en tenant lieu,
- d) une attestation relative à la délivrance des livres de bord,
- e) l'attestation de priorité d'éclusement,
- f) le certificat de jaugeage du bâtiment,
- g) l'attestation relative au montage et au fonctionnement du tachygraphe ainsi que les enregistrements prescrits du tachygraphe,
- h) la patente radar ou un certificat équivalent ; ces documents ne sont pas exigés à bord lorsque la carte patente du Rhin porte la mention "Radar" ou que le certificat équivalent du conducteur porte la mention correspondante,
- i) l'attestation relative au montage et au fonctionnement de l'appareil radar et de l'indicateur de vitesse de rotation, nécessaire conformément à l'article 7.06, chiffre 1, du Règlement de visite des bateaux du Rhin dans sa version en vigueur,
- k) un certificat d'opérateur radio pour la commande de stations de bateau conformément à l'appendice 5 de l'Arrangement régional relatif au service radiotéléphonique sur les voies de navigation intérieure,
- l) la licence "assignation de fréquences",
- m) le guide de radiotéléphonie pour la navigation intérieure, Partie générale et Partie régionale Rhin/Moselle
- n) le carnet de contrôle des huiles usées, dûment rempli,
- o) les documents relatifs aux chaudières et aux autres réservoirs sous pression,
- p) une attestation pour installations à gaz liquéfiés,
- q) les documents relatifs aux installations électriques,
- r) les attestations de contrôle des extincteurs portatifs et des installations d'extinction d'incendie fixées à demeure,
- s) des attestations de contrôle des grues,
- t) les documents requis par les 8.1.2.1, 8.1.2.2 et 8.1.2.3 de l'ADNR,
- u) en cas de transport de conteneurs, les documents relatifs à la stabilité du bâtiment vérifiés par une Commission de visite, y compris le plan ou le bordereau de chargement correspondant au cas de chargement et le résultat du calcul de stabilité relatif au cas de chargement ou à un cas comparable de chargement antérieur ou à un cas de chargement type du bâtiment,
- v) l'attestation relative à la durée et à la délimitation locale du chantier sur lequel le bâtiment peut être mis en service,
- w) le certificat d'identification pour les menues embarcations.
- x) les copies du certificat de réception par type et du recueil des paramètres du moteur de chaque moteur requises conformément à l'article 8bis.02, chiffre 3 du Règlement de visite des bateaux du Rhin ou aux prescriptions particulières équivalentes de l'un des États riverains de la Moselle.
- y) l'attestation relative aux câbles prescrits à l'article 10.02, chiffre 2, lettre a), du Règlement de visite des bateaux du Rhin.
- z) l'attestation délivrée par une société de classification agréée concernant la flottabilité, la gîte, la stabilité des parties du bâtiment après séparation et l'indication du degré de chargement à partir duquel la flottabilité des deux parties n'est plus assurée, conformément aux exigences de l'article 22bis.05 chiffre 2 lettre b) du Règlement de visite des bateaux du Rhin, dans sa version en vigueur, pour des bâtiments d'une longueur de plus de 110,00 m, à l'exception des bateaux à passagers,
- aa) les autorisations spéciales délivrées par les autorités compétentes sur leurs sections de fleuve et celles valables à compter du 31 décembre 2009 pour les bâtiments d'une longueur de plus de 110,00 m jusqu'à 135,00 m, qui ne remplissent pas les conditions visées à l'article 8.07 chiffres 2 ou 3 du Règlement de police pour la navigation de la Moselle, ainsi que les autorisations spéciales selon l'article 8.01 chiffre 5 du Règlement de police pour la navigation de la Moselle.

2. Les papiers visés au chiffre 1, lettres a) e) et f), ci-dessus ne doivent pas être obligatoirement à bord de barges à bord desquelles est apposée une plaque métallique selon le modèle ci-dessous :

NUMERO EUROPEEN UNIQUE D'IDENTIFICATION DES BATEAUX :

CERTIFICAT DE VISITE (ou document en tenant lieu)

- NUMERO :

- COMMISSION DE VISITE (ou autorité qui a délivré le document en tenant lieu) :

- VALABLE JUSQU'AU :

Si une barge de poussage possède un numéro officiel, cette expression doit figurer sur la plaque métallique et le numéro officiel de la barge de poussage doit être indiqué.

Les indications demandées doivent être gravées ou poinçonnées en caractères bien lisibles d'au moins 6 mm de hauteur.

La plaque métallique doit avoir au moins 60 mm de hauteur et 120 mm de longueur ; elle doit être fixée à demeure à un endroit bien lisible, vers l'arrière de la barge, côté tribord.

La concordance entre les indications portées sur la plaque et celles du certificat de visite de la barge, ou du document en tenant lieu, doit être confirmée par une Commission de visite, ou par l'autorité qui a délivré ce document, dont le poinçon sera appliqué sur la plaque. Les documents visés au chiffre 1, lettres a) e) et f), ci-dessus doivent être conservés chez le propriétaire de la barge.

La présence à bord des papiers visés au chiffre 1, lettre x, n'est pas nécessaire lorsque le numéro de l'agrément de type au sens de l'annexe J, partie I, chiffre 1.1.3, du Règlement de visite des bateaux du Rhin ou des prescriptions particulières équivalentes de l'un des États riverains de la Moselle est apposé sur la plaque métallique.

3. Les bâtiments de chantier visés au Règlement de visite des bateaux du Rhin, non munis de timonerie ni de logement, ne sont pas tenus d'avoir à bord les papiers visés au chiffre 1, lettres a) et f) ci-dessus ; ces papiers doivent toutefois être tenus à disposition en permanence dans le secteur du chantier.

Les bâtiments de chantier doivent avoir à bord une attestation de l'autorité compétente relative à la durée et à la délimitation locale du chantier sur lequel le bâtiment peut être mis en service.

4. Les attestations et autres documents visés au chiffre 1 ci-dessus doivent être présentés à toute réquisition des agents des autorités compétentes.

Article 3.02 – Feux et fanaux

1. Sauf prescriptions contraires, les feux prescrits au présent règlement doivent éclairer de tous les côtés et montrer une lumière continue et uniforme.

2. Ne peuvent être utilisés que des fanaux de signalisation

- a) dont les corps et les accessoires portent la marque d'agrément exigée par la directive 96/98/CE du Conseil, du 20 décembre 1996, relative aux équipements marins modifiée par la directive 2008/67/CE de la Commission du 30 juin 2008 et,
- b) dont les feux répondent aux prescriptions susmentionnées quant à la diffusion horizontale, à la couleur et à l'intensité.

Les fanaux de signalisation dont les corps, accessoires et sources lumineuses sont conformes aux exigences du Règlement de police pour la navigation du Rhin dans la teneur en vigueur au 30 novembre 2009 ou de la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 établissant les prescriptions techniques pour les bateaux de la navigation intérieure et abrogeant la directive 82/714/CEE du Conseil, peuvent continuer à être utilisés.

3. La signalisation de nuit des bâtiments non motorisés en stationnement ne doit pas nécessairement répondre aux prescriptions visées au chiffre 2 ci-dessus ; toutefois par bonne visibilité et devant un fond sombre sa portée doit être de 1000 m environ.

Article 6.07 – Passages étroits

1. Pour éviter dans la mesure du possible, un croisement dans les secteurs ou aux endroits où le chenal ne présente pas une largeur suffisante pour un tel croisement (passages étroits), les règles suivantes sont applicables :

a) tous les bâtiments doivent franchir les passages étroits dans le plus court délai possible, étant entendu toutefois que le dépassement est interdit ;

b) dans le cas où la portée de vue est restreinte, les bâtiments doivent, avant de s'engager dans un passage étroit, émettre "un son prolongé" ; en cas de besoin, notamment lorsque le passage étroit est long, ils doivent répéter ce signal lors du passage ;

c) les montants doivent, lorsqu'ils constatent qu'un avalant est sur le point de s'engager dans un passage étroit, s'arrêter à l'aval de ce passage jusqu'à ce que les bâtiments avalants l'aient franchi ;

d) lorsqu'un convoi montant est déjà engagé dans un passage étroit, les avalants doivent, pour autant qu'il est possible, s'arrêter à l'amont de ce passage jusqu'à ce que les montants l'aient franchi ; la même obligation incombe aux bâtiments isolés avalants à l'égard d'un bâtiment isolé montant.

2. Dans le cas où le croisement dans un passage étroit est devenu inévitable, les bâtiments doivent prendre toutes les mesures possibles pour que le croisement ait lieu en un endroit et dans des conditions présentant un danger minimum.

Article 6.08 – Croisement interdit par les signaux de la voie navigable

1. Sur les secteurs délimités par le panneau A.4 (annexe 7) le croisement et le dépassement sont interdits. L'interdiction visée à la phrase 1 ci-dessus peut être limitée à des bâtiments et convois à partir d'une certaine longueur ou largeur ; dans ce cas, la longueur ou la largeur est indiquée sur une cartouche blanche fixée sous le panneau A4. En outre, les dispositions de l'article 6.07, chiffre 1, lettre a) à d) s'appliquent par analogie.

2. Si, pour éviter tout croisement dans un secteur déterminé, les autorités compétentes imposent le passage à sens unique alterné

l'interdiction de passage est indiquée par un signal général A.1 (annexe 7),

l'autorisation de passage est indiquée par un signal général E.1 (annexe 7).

Selon les circonstances locales, le signal d'interdiction de passage peut être annoncé par le panneau B.8 (annexe 7) employé comme signal avancé.

Article 8.01 – Dimensions maxima des bâtiments et des convois

Les chiffres 2, 3, 4, 6 et 8 de l'article 8.01 du RPNM, sont applicables sur la Moselle entre Metz (en amont de la porte de Wadrinau) et le port de Neuves-Maisons :

2. Les bâtiments, à l'exception des bateaux à passagers, d'une longueur supérieure à 110,00 m jusqu'à 135,00 m peuvent naviguer sur la Moselle que s'ils correspondent à la version actuelle des exigences prescrites au chapitre 22bis, en particulier à l'article 22bis.05 chiffres 1 et 2 du Règlement de visite des bateaux du Rhin dans la construction, le gréement et la propulsion.

Ils doivent justifier au point 52 du certificat de visite d'une mention attestant leur conformité aux exigences spécifiques fixées à l'article 22bis.05 chiffre 2 aux lettres a) à d) du Règlement de visite des bateaux du Rhin.

3. Les bateaux à passagers d'une longueur supérieure à 110,00 m jusqu'à 135,00 m ne pourront naviguer sur la Moselle que s'ils correspondent à la version actuelle des exigences prescrites au chapitre 15 en relation avec le chapitre 22bis, en particulier à l'article 22bis.05 chiffres 1 et 3 du Règlement de visite des bateaux du Rhin dans la construction, le gréement et la propulsion.

Ils doivent justifier au point 52 du certificat de visite d'une mention attestant leur conformité aux exigences spécifiques fixées à l'article 22bis.05 chiffre 3 aux lettres a) à d) du Règlement de visite des bateaux du Rhin.

4. Les autorisations spéciales délivrées par les autorités compétentes sur leurs sections du fleuve, et valables à compter du 31 décembre 2009, pour les bâtiments d'une longueur de plus de 110,00 m jusqu'à 135,00 m qui ne remplissent pas les conditions visées par le chiffre 2 ou 3 du présent règlement, restent valables à condition que ces bâtiments respectent les obligations de sécurité qui leur sont imposées sur les sections du fleuve concernées.

6. Les autorisations spéciales délivrées doivent se trouver à bord et pouvoir être présentées à toute réquisition des polices fluviales et agents des autorités compétentes.

8. Tous les bâtiments d'une longueur de plus de 110,00 m jusqu'à 135,00 m devront observer une certaine précaution quant à l'utilisation des installations de navigation et tenir compte du caractère extensif du sport nautique. La motorisation et le boteur actif ne doivent pas être utilisés plus que nautiquement nécessaire.

INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté du 7 juillet 2010 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 février 2010 portant renouvellement du conseil départemental de l'éducation nationale ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les communes, le département et la Région

C) Région lorraine :

TITULAIRE

Laurence DEMONET

Vice-Présidente des Actions régionales

relevant de la Formation et de l'Accompagnement des Parcours de Vie

SUPPLEANT

Daouia BEZAZ

Présidente de la Commission
aux Formations

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 7 juillet 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES***Service transports, sécurité***Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à HEILLECOURT**

Par délibérations des 24 novembre 2009 et 15 juin 2010, le conseil municipal de la ville de HEILLECOURT a demandé la constitution d'un groupe de travail relatif à l'élaboration d'un règlement local de publicité.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement en particulier aux articles R.581-36 à R.581-41, pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture

Les associations locales d'usagers agréées

Les professions intéressées

(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la Direction départementale des Territoires – Service Transports, Sécurité – Unité bruit, publicité, 1 rue des Blanches Terres 54250 Champigneulle, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de HEILLECOURT.

*Service aménagement durable, urbanisme, risques***Avis de parution de l'arrêté n° 16889 du 24 août 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de CONS LA GRANDVILLE**

Par arrêté préfectoral n° 16889 du 24 août 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de PT BT 10 renouvellement HTA/BTA Monleau route de Cirey, sur la commune de CONS LA GRANDVILLE.

Avis de parution de l'arrêté n° 36314 du 24 août 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de COLOMBEY LES BELLES

Par arrêté préfectoral n° 36314 du 24 août 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renouvellement cabine haute 54135P0003 rue de la Corvée, sur la commune de COLOMBEY LES BELLES.

Avis de parution de l'arrêté n° 36855 du 24 août 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY

Par arrêté préfectoral n° 36855 du 24 août 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la modification alimentation élec. St Sébastien postes DP centre commercial St Sébastien, sur la commune de NANCY.

Avis de parution de l'arrêté n° 40774 du 24 août 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SELAINCOURT

Par arrêté préfectoral n° 40774 du 24 août 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de DLR Selaincourt - renforcement BTAA rue du Bois, sur la commune de SELAINCOURT.

Avis de parution de l'arrêté n° 42440 du 23 août 2010 autorisant OPI-BE à exécuter des travaux sur la commune de BATILLY

Par arrêté préfectoral n° 42440 du 23 août 2010, OPI-BE, centre d'affaires Blénovista, rue de Maidières à 54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement du poste cabine haute "Paradis" par un poste urbain 4UF rue E. Cavalier, sur la commune de BATILLY.

AUTRES SERVICES**CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY****Avis de concours externe sur titres du 4 août 2010 en vue du recrutement d'un infirmier cadre de santé**

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié, portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou organise un concours interne sur titre en vue de pourvoir 1 poste d'Infirmier Cadre de Santé.

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme (au plus tard le jour du concours) de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n°88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 et n°89-613 du 1^{er} septembre 1989 et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, au 1^{er} janvier 2010.

Dossier de candidature :

A demander à la DRH de l'établissement.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures sont à adresser dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs à :

Monsieur le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines par intérim
Centre Psychothérapique de Nancy - BP 11010
54521 LAXOU CEDEX

Laxou, le 4 août 2010

Pour le Directeur,
Le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines par intérim,
F. CORDIER

Avis de concours interne sur titres du 4 août 2010 en vue du recrutement de quatre infirmiers cadres de santé

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié, portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou organise un concours interne sur titre en vue de pourvoir 4 postes d'Infirmier Cadre de Santé.

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme (au plus tard le jour du concours) de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n°88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 et n°89-613 du 1^{er} septembre 1989 et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, au 1^{er} janvier 2010.

Dossier de candidature :

A demander à la DRH de l'établissement.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures sont à adresser dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs à :

Monsieur le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines par intérim
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 11010
54521 LAXOU CEDEX

Laxou, le 4 août 2010

Pour le Directeur,
Le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines par intérim,
F. CORDIER

CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**Avis de concours interne sur titres du 29 juillet 2010 pour le recrutement d'un diététicien cadre de santé**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 2 décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 1 poste de Diététicien Cadre de Santé vacant dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats :

- Titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1^{er} septembre 1989 et n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989.

- Comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey
31 avenue Albert de Briey
B.P 700 99
54 151 BRIEY

Briey, le 29 juillet 2010

Le directeur des ressources humaines et des relations sociales,
V. RHEIN-TALARD

Avis de concours interne sur titres du 29 juillet 2010 pour le recrutement d'un infirmier cadre de santé

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 2 décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 1 poste d'Infirmier Cadre de Santé vacant dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats :

- Titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1^{er} septembre 1989 et n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989.

- Comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey
31 avenue Albert de Briey
B.P 700 99
54 151 BRIEY

Briey, le 29 juillet 2010

Le directeur des ressources humaines et des relations sociales,
V. RHEIN-TALARD

CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL**Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 12 août 2010 pour le recrutement de deux cadres de santé**

Le directeur du centre hospitalier Saint-Charles de Toul

Vu la Loi n° 83.634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statuts particuliers du corps des Cadres de Santé de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation du concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de Santé de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance de poste diffusée le 7 juin 2010 non pourvu par des candidats fonctionnaires,

D E C I D E

Article 1er : Un concours sur titres interne est ouvert à partir du 1^{er} octobre 2010 pour pourvoir deux postes vacants de Cadres de Santé au Centre Hospitalier de TOUL.

Article 2 : Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière,

- n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,
- n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière comptant au 1^{er} janvier 2005, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du centre Hospitalier de Toul, accompagnées des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé,
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.
Toul, le jeudi 12 août 2010

Le directeur,
J.P. COLOTTE

Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 12 août 2010 pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie hospitalière

Le directeur du centre hospitalier Saint-Charles de Toul

Vu la Loi n° 83.634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 89-613 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-technique de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 14 juin 2002 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation du concours sur titres permettant l'accès au corps de préparateurs en pharmacie hospitalière,

Vu la vacance de poste diffusée le 7 juin 2010 non pourvu par des candidats fonctionnaires,

DECIDE

Article 1er : Un concours sur titres interne est ouvert à partir du 1^{er} octobre 2010 pour pourvoir un poste vacant de Préparateur en Pharmacie Hospitalière au Centre Hospitalier de TOUL.

Article 2 : Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière ou d'une autorisation d'exercer la profession de préparateur en pharmacie hospitalière accordée aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'espace économique européen.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du centre Hospitalier de Toul, accompagnées des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière,
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 5 de l'arrêté du 14 juin 2002 susvisé.
Toul, le jeudi 12 août 2010

Le directeur,
J.P. COLOTTE

